

Agence nationale de la recherche

ACI « Théories, Techniques, Terrains »

Contrat « connaître les connaissances politiques »

Novembre 2003 - Mars 2008

Introduction au rapport général

***Comment mesurer les connaissances politiques et leurs effets
sur la formation du jugement public ?***

Yves Schemeil, 5 juin 2008

Avec

**Stéphanie Abrial, Jean-Louis Marie, Robert Martin, Bernard Denni, Céline Belot,
Claire Brachet, Laurie Brun, Louis Frécon et Guillaume Roux¹**

Mots clefs : connaissances politiques, compétence politique, cognition politique, sophistication politique, expertise politique, raisonnement politique, jugement public, débat public, règles de décision, démocratie délibérative, information, expérimentation en science politique, mesures, indicateurs, questionnaires, méthodologie qualitative et quantitative, psychologie politique, psychologie cognitive.

¹ Ont également collaboré à ce projet à divers stades : Sonia Béchet, Hervé Bruni, Emilie Costille, Emilie Gay, Vincent Tournier, Jean-Paul Bozonnet, Onkere Kakoula, Nicolas Monceau, Patricia Faure, Jessica Summers, Sonia Tebbakh. Les transcriptions d'entretiens en profondeur et les entretiens téléphoniques ont fait appel à douze autres collaborateurs occasionnels. Trente-deux personnes ont donc été associés au programme à un titre ou un autre.

Préface

Enquêtes et expériences sur les connaissances politiques ne sont pas légion : elles sont faites à périodicité irrégulière dans quelques pays seulement. On ne devrait pas en tirer des lois générales, et pourtant leurs auteurs le font. Selon la plupart d'entre eux, en effet : (1) les gens devraient avoir des connaissances bien précises pour que la démocratie fonctionne ; (2) le niveau de ces connaissances devrait être satisfaisant pour que les citoyens expriment correctement leur opinion sur les enjeux du débat public ; (3) les instruments de mesure existants sont suffisants pour en rendre compte ; (4) les relations entre connaissances et comportements sont comparables d'un pays à un autre, en dépit de différences institutionnelles, culturelles, et linguistiques.

Nous mettons ici tous ces postulats en doute. L'ouvrage qu'on va lire montre en premier lieu que les connaissances politiques sont pour partie seulement factuelles, civiques et idéologiques. Certes, comme la littérature scientifique l'a écrit, il est important pour un citoyen de connaître les principales institutions, de comprendre leur fonctionnement, de savoir placer les partis et les leaders les uns par rapport aux autres mais aussi de les situer sur une échelle allant de la gauche à la droite ou du libéralisme culturel au conservatisme. Mais il est également certain que des savoirs non politiques ainsi qu'une aptitude argumentative sont tout aussi utiles dans un débat démocratique. Deuxièmement, ce livre montre aussi qu'il y a pas de niveau minimum de connaissances que les citoyens devraient atteindre pour exercer efficacement leurs droits : qu'on l'appelle « expertise », « sophistication », ou « compétence », ce niveau est éminemment variable, et son appréciation dépend beaucoup des indicateurs de performance choisis. Troisièmement, la mesure des connaissances ne saurait être purement et simplement calquée sur celle des opinions. Elle nécessite un effort d'adaptation méthodologique réel à un terrain plus instable que les représentations et les comportements car on révise plus facilement ses connaissances que l'on ne change d'attitude. Quatrièmement, il n'est pas certain que les connaissances politiques requises soient identiques – ou simplement, qu'elles soient fonctionnellement équivalentes – d'une démocratie à une autre. Il est encore moins plausible que les questionnaires et protocoles expérimentaux mis au point dans un pays (par exemple, les Etats-Unis d'Amérique) puissent être utilisés sans aucune modification dans d'autres pays comme la France ou la Suisse, l'Italie ou l'Espagne.

Afin de mieux critiquer ces propositions peu discutées dans la littérature internationale, nous les testons une à une à l'aide d'un modèle dynamique et non pas statique du raisonnement politique. Dans ce modèle, c'est l'ensemble du processus cognitif constamment mis à jour qui est évalué, et pas seulement des informations éparses stockées en vue d'une possible réutilisation ultérieure. Nous proposons ainsi de nouvelles mesures de la cognition politique, basées sur des questionnaires originaux et des expériences inédites. Tels que nous les avons conçus, ces instruments sont destinés à stimuler la capacité auto réflexive des citoyens, mais aussi à évaluer la spécificité éventuelle des notions politiques et leur impact particulier sur les raisonnements individuels. Pour finir, nous substituons aux indicateurs existants des mesures nouvelles. Nous quantifions ainsi les temps de réaction, les changements d'avis sous l'effet d'une contre argumentation, les réactions à l'énoncé d'aphorismes, et même les variations réflexes du système nerveux autonome.

L'insertion de nouveaux dispositifs de recueil de données dans des enquêtes produit une quantité d'observations bien plus grande que ne le fait une enquête classique puisque l'on suscite des réactions en chaîne chez les personnes interrogées ou appareillées. Chaque sujet est alors à la source de plusieurs « réponses » à une même sollicitation, et non d'une seule. Par exemple, quand une personne change d'avis sur un problème abordé puis le justifie on dispose de deux observations au lieu d'une ; il en va de même quand ses réactions cutanées à l'énonciation de termes plus ou moins connotés politiquement sont enregistrées. Le recours à des questions ouvertes comprenant plusieurs niveaux de réponses analysées quantitativement accroît encore le nombre de données recueillies même sur des échantillons limités, ce qui ouvre de nouvelles voies à l'analyse probabiliste conduite à partir de petit effectifs.

Les questionnaires élaborés séparément par les deux équipes engagées dans ce programme – l'une de psychologues, l'autre de politistes – sont directement ou indirectement les fruits de discussions plénières autour d'un modèle explicatif plus général des liens entre information, en amont, et implication, en aval – les connaissances et la cognition figurant entre ces deux pôles – qui motive nombre de recherches menées ces dernières années en science politique. Ce modèle a été mis au point par le responsable du programme qui en porte seul la responsabilité, mais il a été présent à l'esprit de chacun lors des débats et de la rédaction des chapitres qui suivent. Les démarches conduites séparément au sein de chacune de ces deux équipes se sont néanmoins rejointes en fin de projet. Pareille convergence manifeste à nos yeux l'existence d'une même logique de recherche : à Lyon comme à Grenoble l'objet a progressivement été déplacé depuis le simple recueil passif d'informations disparates, vers l'analyse en temps réel d'un raisonnement actif et autoréflexif. Partis de prémisses différentes (la cognition semble relever de la science politique et les émotions, de la psychologie), les deux

équipes ont traité en fin de parcours de façon équilibrée les aspects cognitifs et les composantes émotives du processus d'acquisition, de mémorisation, et de réutilisation des connaissances.

Les travaux des psychologues de Lyon réunis dans le volume 3 révèlent aussi un phénomène important mais encore mal connu. La politique semble susciter des affects et engendrer des argumentaires différents de ceux qui sont associés à d'autres domaines de la vie – une hypothèse qu'il conviendra de tester plus systématiquement dans des recherches à venir, sans exclure un usage raisonné des possibilités offertes par l'imagerie cérébrale.

Un questionnaire à visée comparative a également été mis au point par les politistes à Grenoble. Rédigé en français, il a ensuite été traduit en anglais – mais nous n'avons pas encore évalué la validité de cette traduction en effectuant une rétro traduction, ni en essayant de traduire le questionnaire dans d'autres langues. Pour l'élaborer, nous avons tenté d'éviter à chaque étape de sa conception, de sa passation, et de son exploitation les pièges méthodologiques et les obstacles épistémologiques signalés dans la littérature. Conformément à notre projet comme à la culture scientifique de notre laboratoire, nous avons essayé de le faire avec le plus grand soin, en prenant au sérieux les objections possibles. Toutefois, ce questionnaire n'a pas été fait uniquement pour combler les chercheurs de satisfaction : il a été conçu comme plaisant à utiliser, facile à comprendre (« user-friendly »). Son administration a montré qu'il était apprécié par ses utilisateurs, qu'il s'agisse des enquêteurs ou des enquêtés. Les seconds ont souvent signalé aux premiers qu'ils y répondaient avec davantage de plaisir et de conviction qu'ils ne l'avaient jusque là fait aux habituelles enquêtes par téléphone. Une fois élaboré dans le détail puis éprouvé en petits groupes, le questionnaire a été testé en France au cours d'une enquête pilote auprès de 507 répondants des deux villes de Grenoble et Lyon. Sa dernière version, modifiée pour tenir compte des enseignements tirés des tests qu'il a subis, semble être utilisable dans d'autres pays.

Trois conclusions principales ressortent de ce travail de recherche pluriannuel.

D'une part, ce ne sont pas des connaissances politiques isolées, mais l'ensemble des processus cognitifs de formation des jugements sur les problèmes publics qu'il faut étudier.

D'autre part, les émotions comptent de façon significative dans les processus cognitifs en particulier quand il s'agit de connaître la politique car celle-ci est marquée ou tabouée – les affects comptent sans doute moins que les psychologues de l'équipe ne le pensaient, mais plus que les politistes ne l'imaginaient.

Enfin, quand on évalue l'élasticité d'un raisonnement sous l'effet de connaissances meilleures ou d'informations supplémentaires consonantes ou dissonantes en mesurant la disposition au changement d'avis en présence de contre arguments, celle-ci s'avère

significative mais tout aussi relative. L'élasticité des jugements est en effet plus grande chez les novices que chez les experts, et, à niveau égal de sophistication, elle est plus grande chez les désalignés que chez les alignés.

Au-delà du travail sur les instruments permettant de rendre le mieux compte possible des processus réels de raisonnement politique fabriqués à l'aide d'informations et de connaissances anciennes ou nouvelles, le présent ouvrage débouche sur une interrogation plus normative : rendre les citoyens plus compétents leur donnera-t-il plus de pouvoir qu'ils n'en ont aujourd'hui dans les régimes représentatifs, où les indicateurs de participation et de sociabilité sont dans le rouge ? Une phrase en anglais résume bien cette interrogation ultime : « Does enlightenment lead to empowerment ? ». Dans les années qui viennent, nous essaierons de répondre à cette question à l'aide d'autres enquêtes, dont certaines font déjà l'objet de contrats complémentaires avec le Ministère de la recherche ou la région Rhône-Alpes.

Dès à présent, ce programme de recherche a donné lieu à plusieurs communications scientifiques dans divers congrès internationaux, en attendant une double publication en français et en anglais. Parmi celles-ci, mentionnons en quelques-unes : « From political knowledge to political judgment » ; « Combining quantitative and qualitative research ; « Comparing political knowledge datasets » (Y.Schemeil, 2005-6, 2006, 2007, 2008). D'autres communications sont également issues des groupes de travail constitués au cours de cette recherche, notamment « L'ouverture croissante de la science politique à la psychologie sociale » (J.L. Marie, 2007) ; « L'analyse cognitive des politiques publiques » (Y. Schemeil, 2007) ; « Resistance to political psychology in French political science: How to fight path dependency » (J.L. Marie et Y. Schemeil, 2008).

Toute recherche dévie inévitablement par rapport à ses objectifs initiaux : parfois, c'est opportun et novateur – comme ici avec la substitution du raisonnement cognitif et du jugement public aux connaissances politiques. Souvent, un tel écart est seulement le signe d'un manque de ressources, et non pas d'un manque d'idées. C'est le cas des effectifs sur lesquels nous avons pu enquêter et expérimenter. Limités comme c'est l'usage à ce stade pilote, ils nous ont empêché de comparer le rendement de diverses mesures existantes comme nous l'avions pensé dans notre réponse à l'appel d'offre : il n'y avait tout simplement pas assez de données pour tester la valeur relative d'indicateurs de significativité (comme l'alpha de Crombach, le chi2, l'écart-type et la variance) ou de distribution des fréquences (les diverses sortes d'analyses factorielles et les régressions logistiques). Nous espérons nous rattraper sur ce point lors de la passation d'enquêtes sur des échantillons plus grands.

C'est également vrai du mode d'administration des questionnaires : certes, nous avons utilisé des techniques de passation diverses (en face-à-face, au téléphone, sur table). Mais nous n'avons pas pu comparer les effets de l'administration des mêmes questionnaires par des moyens différents. Nous n'avons pas non plus réalisé un de nos objectifs, comparer les résultats obtenus lors de l'administration de questionnaires par Internet et par téléphone. Contrairement aux enquêtes utilisant le courrier ordinaire, que nous avons dû exclure d'emblée en raison de leur absence d'interactivité (elle-même indispensable au processus de stimulation de changements d'avis), les enquêtes administrées par Internet offrent pourtant des possibilités infinies de stimulation des enquêtés. On peut ainsi insérer des images et des sons dans le dispositif d'enquête, ou encore d'offrir aux enquêtés la possibilité d'emprunter d'eux-mêmes des cheminements personnels au moment où ils le souhaitent. Toutefois, à la différence des entretiens téléphoniques, les enquêtes conduites par l'Internet ne permettent pas d'établir un lien discursif et dialogique entre enquêteur et enquêté. Or, c'est justement ce lien qui s'est révélé précieux au cours de la phase de contre argumentation et c'est celui-ci que les personnes interrogées au cours des deux phases d'entretien ont jugé particulièrement utile. Ce n'est pas faire de nécessité vertu que de minorer ainsi le poids de cette lacune dans notre protocole d'interrogation.

En dépit de telles frustrations, débattre entre nous des objets de nos recherches et de nos hypothèses a donné lieu à des moments de satisfaction liée au sentiment d'avancer et d'innover, mais aussi d'abattement provisoire devant l'ampleur de la tâche au regard des moyens et du temps que nous avons pu lui consacrer. Nous avons souvent éprouvé un plaisir grisant en progressant dans nos travaux collectifs, grâce auxquels le découragement ne nous a jamais emporté. Dans la tourmente (due presque uniquement à la désynchronisation de nos calendriers de travail respectifs et à la concurrence de nos autres engagements), la compréhension mutuelle entre politistes et psychologues, mais aussi la patience et la détermination de Claire Brachet à Grenoble et de Laurie Brun à Lyon – qui ont assuré avec constance le secrétariat scientifique des deux équipes engagées sur ce projet – nous ont permis de franchir l'obstacle, quitte à accuser in fine un retard de plus d'un an sur nos prévisions. L'aide bienvenue d'Annie-Claude Salomon (et de Patricia Gandon) en fin de programme a permis d'éviter la plupart des conséquences indésirables de ce délai. Le comportement exemplaire de Jean-Louis Marie qui est si souvent venu de Lyon à Grenoble pour nos réunions de travail nous a également conduits à rester en éveil, et à produire chacun notre part de travail. Avec sa modestie habituelle, il ne décrirait sans doute pas ainsi sa propre contribution à cette aventure, c'est donc justice que de lui réaffirmer solennellement à quel point sa conduite a été pour nous tous une source d'inspiration.

Parmi ceux qui ont le plus pesé sur le bon déroulement de ce programme, il convient de rappeler que sans Stéphanie Abrial ce projet n'aurait jamais vu le jour ; sans Robert Martin, il n'aurait pas pris la forme qu'il a aujourd'hui ; et sans Bernard Denni, nous ne l'aurions jamais terminé. Qu'ils soient tous persuadés que nous sommes collectivement redevables envers eux. Leur place dans la liste des auteurs, qui ne repose pas sur l'ordre alphabétique mais sur l'importance de chaque contribution à ce rapport final, indique à elle seule leur rôle pivot.

Nombre de chercheurs et d'ingénieurs de recherche ou d'études ont contribué à ce programme de recherche, qui a bénéficié de précieux appuis au sein du département de recherche de l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble (« Science-Po recherche »), du laboratoire PACTE, de l'Université Louis Lumière de Lyon, et de l'Institut Universitaire de France. Nous sommes reconnaissants à leurs responsables d'avoir favorisé le bon déroulement de nos travaux, et nous les en remercions.

Nous exprimons aussi notre gratitude à tous ceux qui nous ont invité à présenter nos résultats d'étape, ce qui nous aura permis de consolider ou de rectifier nos argumentaires. Des publics parfois nombreux et toujours attentifs nous ont ainsi accueilli et écouté dans de multiples circonstances (des congrès d'associations nationales et internationales à Québec, Budapest, Fukuoka, Lyon et Toulouse ; des séminaires de recherche à l'Université de Genève, à l'Université Keio de Tokyo). Les questions, commentaires, et critiques qui ont surgi à ces occasions nous auront été précieuses. Nous espérons en avoir fait le meilleur usage et ne pas en avoir trahi l'esprit.

Il est d'usage d'écrire qu'en dépit des soutiens institutionnels reçus, les opinions exposées n'engagent que leurs auteurs. On s'empresse souvent d'attribuer les apports d'une recherche à ceux qui l'ont aidée, alors qu'erreurs et omissions sont imputables à ceux qui l'ont faite. Nous reprenons bien volontiers à notre compte ces formules consacrées mais néanmoins vraies, en espérant avoir les moyens de poursuivre nos objectifs à long terme afin de compléter, rectifier, et dépasser nos premiers résultats, et donc de combler les attentes de tous ceux que la lecture du présent texte pourraient laisser insatisfaits.

0. Introduction

Quel rôle jouent les connaissances politiques dans une démocratie ? La politique est-elle affaire de passion ou de raison ? En dépit de nombreux travaux sur le sujet et d'un engouement croissant pour l'inclusion de tests de compétence dans les enquêtes par questionnaire nous en savons toujours très peu sur ces points. Nous ne sommes pas sûrs que la cognition ait un effet réel sur la décision, et si oui, nous ignorons lequel. Notre capacité d'analyse est brouillée par l'usage de concepts apparemment identiques comme « compétence », « expertise » et « sophistication », sans parler de notions intraduisibles comme « *awareness* » (le fait d'être averti de, ou d'être sensible à). Un recours pas toujours contrôlé de la psychologie, des neurosciences, et de la sociologie dans les travaux de science politique sur le vote conduit à des conclusions incomplètes ou erronées qui ne sont pas solidement fondées sur des arguments de méthode. Enfin, l'omniprésence d'un arrière-plan normatif ne facilite pas le travail scientifique : les travaux sur les connaissances politiques sont en effet motivés par des questions philosophiques : faut-il avoir ou ne pas avoir de connaissances pour profiter pleinement de sa qualité de citoyen ? Les régimes démocratiques éviteraient-ils le déclin auxquels ils semblent voués si les citoyens étaient plus éclairés ?

Sur tous ces aspects liés aux connaissances politiques la littérature existante témoigne d'avancées, mais aussi de limites. Tout d'abord, la nécessité d'approfondir notre savoir sur cet objet d'étude est constamment réaffirmée. Néanmoins, les justifications qui en sont données restent *normatives* ou *utilitaires*. Par « normatif », nous entendons l'inscription du problème et de sa solution dans une théorie du régime représentatif afin de le régénérer (version américaine) ou de le rendre plus participatif, plus délibératif, et plus égalitaire (version française). Cette ombre plane au niveau macro sur de nombreux travaux. Dans la rubrique « utilitaire », nous englobons toutes les tentatives de rendre au niveau micro le vote plus « sincère » (version nord américaine), ou plus fréquent (version européenne). Il est important de distinguer ici les recherches conduites selon leurs origines car elles partent de prémisses différentes, utilisent des matériaux empiriques distincts recueillis selon des voies propres (qualitatif en deçà des Pyrénées, quantitatif au-delà). De plus, elles sont discutées dans des réseaux quasiment hermétiques les uns aux autres – ce ne sont ni les mêmes revues, ni les mêmes références qui font autorité en la matière des deux côtés de l'Atlantique.

Notre premier objectif est donc de combler les fossés séparant les communautés épistémiques concernées par l'étude des connaissances politiques. Nous ne renonçons pas pour

autant à déboucher, une fois notre recherche close, sur une amélioration sensible des conditions dans lesquelles des citoyens dotés de ressources inégales se sentiraient – et seraient de fait – mieux armés pour prendre position sur des questions sensibles du moment. Mais nous ne le ferons qu’après avoir donné une explication rigoureuse du problème auquel nous nous attaquons. Nous avons ainsi une hypothèse générale, ou « hypothèse zéro » (*null hypothesis*) ou encore « hypothèse par défaut » (*default hypothesis*), que nous pourrions formuler de la sorte : plus les citoyens sont éclairés, plus ils ont le sentiment d’avoir du pouvoir (en anglais, la formule est plus frappante : « *the more enlightened citizens are, the more empowered they feel* »). Mais nos hypothèses détaillées sont plus empiriques, ou si l’on veut plus positives, nous y reviendrons dans les autres chapitres de cet ouvrage.

Il n’est donc pas superflu d’insister sur un fait : bien que l’étude des connaissances soit le plus souvent justifiée dans la littérature académique par le désir d’évaluer la valeur d’un régime politique, nous ne souhaitons pas contribuer directement à reformuler la théorie de la démocratie. Il ne nous échappe pas, en effet, que ce vocable a des significations équivoques, désignant tantôt une *représentativité* plus satisfaisante des décideurs publics, tantôt une *égalité* plus grande des citoyens, et tantôt une *efficacité* accrue du processus gouvernemental. Dans un autre registre, celui de la théorie des régimes et de leur comparaison raisonnée, la notion change encore de périmètre. Dans les pays en transition récente de l’autoritarisme vers la démocratie elle désigne la question des libertés publiques et des droits imprescriptibles de la personne humaine, donc « l’Etat de droit » (et le « *due process of law* »). Dans les pays d’où la démocratie est supposée provenir, la discussion porte sur la différence entre un idéal *substantiel* (l’égalité sociale ou tout au moins l’équité de traitement des citoyens, mesuré à l’aune du degré de « non-domination » comme l’a bien montré Philip Pettit) et un idéal *procédural* (les garanties de régularité, d’immunité, de droit à la parole, et de recours, que les théories de la délibération placent au centre de leurs énoncés, telles que les analysent John Dryzek ou Amy Guttmann). Quand la forme (procédurale) l’emporte sur le fond (les principes de justice) c’est alors ce que les théoriciens appellent une « République » et elle seule qui est visée sous le vocable de « démocratie », plus répandu mais moins adéquat à la réalité dans laquelle nous vivons, particulièrement en France.

Une théorie scientifique visant à expliquer le rôle des connaissances politiques dans un système politique serait ainsi paralysée par une tentative de définition préalable de la démocratie, et la conception de mesures appropriées à cet objectif en serait affectée. Les buts que nous visons sont plus modestes mais aussi plus facilement atteignables : ce qui nous intéresse ici, ce sont les itinéraires d’une prise de position *personnelle* sur des problèmes en cours de débat *collectif*, position exprimée dans des *conversations privées* ou lors de *campagnes publiques* – dont les élections ne sont qu’une phase spectaculaire, même si elle est privilégiée par la plupart des auteurs.

En effet, les choix électoraux sont loin d'être les seuls objets d'étude pertinents lorsqu'on cherche à reconstituer les décisions individuelles : adopter une position sur un problème largement débattu est un geste presque quotidien pour la majorité des citoyens, qu'ils aient à se situer les uns par rapport aux autres au cours de conversations privées ou qu'ils aient besoin de prendre position sur les enjeux du débat public.

Cette définition préalable recentre notre objet : il inclut désormais des phénomènes habituellement tenus pour non politiques. En contrepartie, il en exclut à peu près tout ce qui fait son intérêt dans les pays anglophones où compétence des citoyens et santé de la démocratie sont étroitement liées. En ne nous posant pas les questions les plus débattues en théorie politique (les citoyens doivent-ils être informés pour remplir leur rôle ou, au contraire, est-il préférable qu'ils ne surchargent pas le système puisque une compétence élevée est synonyme d'exigences plus grandes ?²) nous négligerons l'étude de la *performance cognitive* qui semble fasciner nombre d'auteurs. Mais nous en profiterons pour nous concentrer sur le *processus cognitif*, quelle que soit sa qualité, sans préjuger de sa place dans un régime représentatif.

Au cours de cette recherche que nous avons voulu libre de toute entrave disciplinaire ou paradigmatique, plusieurs hypothèses ont été formulées sur de multiples sujets. Finalement, nous n'en avons retenu que quelques-unes. Pour le dire vite, nous nous sommes attaché à démontrer que : (1) *la coupure habituelle entre expertise et amateurisme en politique ne tient pas : il y a des experts alignés et des experts critiques, des amateurs démotivés et d'autres motivés ; 2) les changements d'avis sur des problèmes complexes et pressants du moment n'étaient pas distribués au hasard – ils obéissaient au contraire à des lois dont nous pensons à ce stade avoir trouvé les linéaments ; 3) les discussions politiques et les raisonnements ou règles de décision qui s'y développent différaient des discussions sur d'autres sujets, notamment par la nature et la puissance des émotions soulevées, dont nos premières expérimentations nous ont amené à préciser l'impact.* D'autres hypothèses portant sur des problèmes plus restreints sont énoncées et testées plus loin, dans les deux introductions à chaque partie de ce rapport, celle qui porte sur les enquêtes et expériences faites par les politistes (volume 2), et celle qui s'attache aux enquêtes et expériences conduites par les psychologues (volume 3).

² Si l'on s'en tenait au seul exemple américain, les théoriciens politiques penchent plutôt pour des citoyens peu compétents. Pour les Puritains, Jacobins et Fédéralistes auxquels on doit l'une des constitutions les plus démocratiques du monde, l'idée que les citoyens ignorassent tout des problèmes collectifs était admise car leur trouver une solution était considéré comme le privilège de l'« aristocratie naturelle » du savoir. L'égalité d'ignorance à la base était présumée corrigible par l'égalité d'expertise au sommet, au prix d'une inégalité entre électeurs et élus jugée utile à la démocratie (Manin, 1996, 1997). Selon Robert Dahl (1994), les performances des régimes démocratiques ne seraient pas affectées par le manque de connaissance et de réflexion des citoyens, bien au contraire : s'ils étaient tous « *thoughtful* » and « *knowledgable* », leurs exigences seraient trop nombreuses et trop contradictoires pour que fussent possibles les choix déchirants dont la politique est faite. Comme ils voudraient tous s'exprimer, le système serait surchargé (« *overloaded* ») et les mécanismes de délégation, grippés.

Au cours de cette étape préalable au lancement d'enquêtes plus approfondies, nous avons acquis quelques certitudes. Récapitulons-les en introduction aux textes qui suivent.

Tout d'abord, *avoir* des « connaissances politiques » ne signifie rien : seul compte l'*usage* que l'on en fait pour se positionner dans un débat, éventuellement (mais pas toujours) pour agir en public. Si les connaissances ont un effet, c'est en favorisant le raisonnement autoréflexif, critique et lucide, que celui-ci se déroule en situation réelle (campagne électorale, débat local ou national sur des mesures publiques envisagées) ou en situation de laboratoire (expérimentation, sondage). Ensuite, la politique est le lieu par excellence où se rejoignent et s'entremêlent raison et passion. Il n'y a pas de *connaissances* incorporées et utiles sans *émotions* attachées à leur acquisition et à leur archivage.

Sur le premier de ces deux points – les connaissances ne valent que par leur usage – la recherche mondiale est encore timide, et nous espérons contribuer à en consolider les acquis. Sur le second, en revanche – cognition et affects sont indissociables – les travaux existants sont assez consensuels : nous leur apporterons ici des compléments, des précisions et des rectifications, mais nous souscrivons au principe de « l'intelligence affective » (Marcus, Neuman, MacKuen 2000). Selon cette approche, les choix politiques peuvent être l'objet de calculs stratégiques, voire utilitaires, donc « rationnels » ; mais ils ne peuvent être faits sans que de puissants affects aient d'abord dirigé l'attention vers les problèmes à résoudre – problèmes dont l'urgence fait l'objet d'un message d'alerte dans notre cerveau en fonction des « instructions » inconscientes que nous lui avons préalablement données. C'est seulement à ce stade que l'esprit prend le relais, c'est à ce moment précis que les calculs peuvent devenir « rationnels ». Adhérer à ce postulat ne revient pas à ignorer les facteurs sociaux qui sont également à l'origine des choix apparemment les plus individuels. Comme nous le verrons, une décision résulte en réalité de la combinaison de ces trois influences – sociale, psychologique, et « économique ».

Le cadre général dans lequel s'inscrit notre projet étant tracé, le présent texte est organisé comme suit : nous essayons tout d'abord de reconstruire les notions de « connaissances » et de « cognition » pour mieux les adapter aux besoins de notre recherche (section 1). Nous présentons alors les différentes formes du raisonnement politique et du jugement public en essayant de les distinguer avec le plus de finesse possible (section 2). Cette revue de la littérature une fois faite, nous montrons comment combiner les disciplines et les approches pour rendre mieux compte d'un objet aussi complexe (section 3). Nous avançons alors les justifications théoriques des choix que nous avons faits, en matière de modèles explicatifs et d'instruments méthodologiques comme les questionnaires et les expériences (section 4). Nous terminons, enfin, par une brève évaluation des apports originaux de notre recherche (section 5).

1. Des connaissances à la cognition

Les travaux effectués sur les connaissances politiques s'accordent, certes, sur l'essentiel – le lien entre connaissances et règles de décision, d'une part ; et la relation indissociable entre arguments et affects, d'autre part. Mais ils divergent considérablement sur tout le reste. Ils sont par exemple en désaccord sur des questions aussi essentielles que le type de connaissances concernées, les processus par lesquels elles sont acquises, la façon de les observer et de les mesurer, mais aussi leur utilité pour les citoyens et pour le système politique tout entier.

De quelles connaissances parlons-nous ?

Quand on parle de « connaissances politiques », de quelles connaissances s'agit-il exactement ? Les auteurs s'accordent sur un point, ce sont les connaissances qui devraient être acquises pour *se prononcer valablement* sur un enjeu de débat public. Ceci n'implique pas de porter un jugement global sur leur utilité pour la démocratie, mais seulement de constater que dans certaines circonstances des citoyens parviennent mieux que dans d'autres à exprimer leur véritable avis.

Ce constat ne nous avance guère. Premièrement, ces connaissances réputées nécessaires portent-elles sur les *règles du jeu*, comme les mécanismes constitutionnels ? Concernent-elles au contraire le *jeu* politique (*game*), autrement dit les anecdotes cachées que les journalistes débusquent quotidiennement ? S'appliquent-elles aux *enjeux* du débat public (*issues*), pour lesquels il est nécessaire de comprendre ce qui est vraiment en cause (Iyengar et Kinder, 1987) ? Dans le premier cas, seules sont importantes – et seules seront testées – les connaissances « *civiques* », celles qui portent sur les institutions et les procédures démocratiques (Converse, 1964). Dans le deuxième cas, on traquera aussi les connaissances obtenues sur les partis, les leaders, et les programmes électoraux, qui permettront de placer sans se tromper ces éléments incontournables de la vie politique sur une échelle de type « gauche-droite » (Cautrès & Luskin, 1999 ; Laver, 2001 ; Laver et Benoit, 2006). Dans le troisième cas, ces connaissances jugées indispensables devront aussi inclure une *compréhension* minimale des problèmes posés par les mouvements politiques et des solutions suggérées par les pouvoirs publics (Kriesi, 2005 ; Sciarini, Bornstein et Lanz, 2007). Or, les auteurs ne s'entendent guère sur le seuil de connaissances minimales que les citoyens devraient franchir pour que la démocratie fonctionne mieux. Ils mesurent de façon très diverse ce niveau de performance réputé nécessaire dans un régime représentatif, n'étant pas d'accord sur les *tâches* à accomplir – s'informer, avoir des opinions cohérentes, voter, militer, etc. – pas davantage

qu'ils ne s'accordent sur les *critères* et les *indicateurs* destinés à mesurer cette performance – ne pas se tromper en votant, ou ne pas se contenter de raccourcis cognitifs (Kuklinski et Quirk, 2002).

Deuxièmement, nombre de politistes font comme si ces fameuses « connaissances » se limitaient à un ensemble d'informations factuelles sur la politique professionnelle, celle qui se déroule dans la sphère politique ou le « champ politique ». Aucun, à notre connaissance, ne s'est interrogé sur des savoirs-faire acquis *en dehors du domaine politique*, mais très utiles pour s'y repérer et y manœuvrer soi-même – par exemple, sur la façon de négocier, d'éviter les décisions que l'on juge les plus mauvaises, de résoudre des conflits, de faire triompher ses idées. Il y aurait donc des connaissances *politiquement* utiles sans être *directement* politiques qu'il faudrait également mesurer au lieu de se contenter d'un test classique de connaissances sur la vie publique. Les avancées des neurosciences semblent conforter ce point de vue. Elles nous invitent à enrichir l'étude de la politique classique par celle des processus à l'œuvre dans les rencontres ordinaires. Selon « l'hypothèse de l'intelligence machiavelienne » développée par Darren Schreiber, l'être humain est capable de « se représenter les états intentionnels d'autrui », et de s'y adapter grâce à un dispositif cérébral spécialisé qui « cherche à comprendre notre monde social et à mettre en relation notre moi avec notre place dans ce monde »³. Cette aptitude éminemment sociale est un résultat de l'homínisation, tous les êtres humains la possèdent. Ils diffèrent néanmoins lorsqu'ils doivent généraliser les anticipations sur le comportement d'autrui. Tirant les leçons de travaux expérimentaux récents, l'auteur affirme ainsi que les gens « qui sont politiquement sophistiqués utilisent les outils développés [au cours de l'évolution de l'espèce] pour évaluer la politique au quotidien et les appliquer à la politique nationale. Les novices en politique, au contraire, ne possèdent pas d'expérience ou de connaissances suffisantes sur la façon d'appliquer aux questions de politique nationale les (...) compétences qui leur servent à naviguer dans la politique au sein de la famille ou au cœur des rapports sociaux. » (Schreiber, 2007, 53, 55, 57)⁴. Il est donc clair que l'on ne peut pas limiter l'analyse des connaissances à celles qui sont liées à la vie politique.

Troisièmement, ces connaissances peuvent être pratiques ou théoriques. On peut ainsi supposer que les « connaissances » visées ne sont pas livresques car elles ont été obtenues à l'occasion d'expériences de vie. Elles sont donc attachées à un « vécu », qu'il s'agisse d'une trajectoire professionnelle, d'une condition sociale, d'une mobilité ascendante ou descendante, d'une familiarité avec des situations concrètes comme le chômage ou la précarité – situations dont

³ Cette analyse est une version élaborée et récente des théories de l'esprit selon lesquelles les êtres sociaux sont humains parce qu'ils ont la faculté de prêter des intentions à autrui.

⁴ Darren Schreiber ancre ses analyses dans une perspective génétique et évolutionniste qui dépasse le cadre de nos recherches : au cours de l'évolution, plusieurs régions cérébrales se seraient modifiées pour s'adapter à la vie tribale, puis sociale ; de plus, il fait l'hypothèse pour l'instant non corroborée que des « neurones miroirs » découverts dans le précortex des primates orienteraient les relations des humains les uns envers les autres, notamment en leur faisant ressentir les émotions associées à leurs actions sans y prendre part eux-mêmes (les neurones miroirs de ceux qui regardent s'activant en même temps que les neurones frontaux de ceux qui agissent).

les personnes plus favorisées par la vie et plus politisées que la moyenne ne peuvent débattre, elles, que de façon abstraite en mobilisant des savoirs qui ne sont pas liés à un contexte personnel (Gaxie, 2007). Toutefois, la perception d'un problème comme le chômage ou l'insécurité n'est pas seulement encadrée par le degré d'exposition à ce qui le rend problématique. Elle dépend aussi du *savoir-faire* délibératif – la connaissance des moyens de convaincre un interlocuteur de la validité de ses arguments.

Quatrièmement, une liste des connaissances politiques « nécessaires » au « bon fonctionnement » d'un régime représentatif et que l'on pourrait établir *a priori* n'existe pas. Au contraire, seront considérées comme des connaissances celles que l'on peut recueillir *a posteriori* en demandant à des personnes de procéder à des associations d'idées (qu'est-ce que « politique » évoque à leur yeux?). Ces connaissances-là ne sont pas neutres, elles sont inévitablement liées à des affects. En effet, les processus associatifs permettent de faire venir à la surface des notions habituellement enfouies dans la mémoire longue. La rapidité du processus de décodage (*retrieval*) dépend elle-même de la façon dont l'encodage de l'information recherchée avait été initialement fait : elle est donc proportionnelle à l'intensité des émotions dont l'encodage s'était accompagné. Plus la charge affective de l'information perçue aura été forte au moment de sa réception, plus l'encodage sera durable, et plus l'information archivée prendra place dans un ensemble sémantique et normatif organisé. Ainsi, les « connaissances » ne peuvent être purement mentales, elles comportent une part d'émotion, voire de convictions.

Cinquième et dernière source de divergence entre auteurs, jusqu'à quel point les connaissances doivent-elle être correctes pour mériter d'être recueillies ? La plupart des travaux ne s'intéressent qu'aux connaissances *exactes*. Pourtant, des connaissances *plausibles* peuvent aider les citoyens à prendre une décision. Avoir la bonne réponse sur le bout de la langue et en donner une autre toute proche, ou se tromper de peu dans sa réponse (par exemple, sur la durée d'un mandat, sur le nom d'un détenteur de charge qui en a été le titulaire, ou au contraire sur l'inclusion prématurée d'un pays comme le Japon ou l'Allemagne parmi les membres permanents du Conseil de Sécurité des Nations-Unies alors que la question de leur prochaine accession à ce statut se pose de plus en plus ouvertement) : rien de tout ceci ne disqualifie automatiquement comme incompétente une personne sollicitée de donner immédiatement une réponse à une question posée par un enquêteur en la faisant tomber de la catégorie « bien informée » à « mal informée ou pas informée ». Certains travaux ont ainsi mis en évidence l'existence d'un groupe consistant de répondants proches de la vérité (Abrial & Denni, 2004 ; voir aussi Denni & Roux dans ce rapport) ; d'autres ont rappelé que même des professeurs de science politique auteurs de questionnaires avaient besoin de temps pour trouver les bonnes réponses quand on les interrogeait à l'improviste, leur expertise résidant surtout dans leur capacité à savoir où les trouver (Prior & Lupia, 2005).

Disposer d'un échelon intermédiaire entre réponses inexactes et réponses correctes permet non seulement de se rapprocher de la réalité, mais aussi de disposer de trois points d'observation au lieu de deux – donc de traiter l'ensemble des réponses collectées sur une échelle.

Résumé

Les connaissances que nous nous sommes données pour objet sont beaucoup plus diverses que celles dont se servent les auteurs pionniers dans ce domaine. Elles ne sont pas seulement civiques et d'actualité, elles sont générales et intemporelles. Elles ne sont pas seulement limitées à l'expérience que chacun peut avoir de la politique, mais aussi nées d'expériences sans rapport direct avec la politique. Elles ne dépendent pas pour autant du seul vécu, mais aussi de l'aptitude à raisonner. Elles ne sont pas uniquement exactes, mais aussi approximatives. Elles ne sont pas seulement cognitives mais également affectives et évaluatives.

Des connaissances à la cognition

La polysémie du terme « connaissance » est, on le voit, frappante. Mais son caractère ordinal se manifeste clairement dans les concepts grâce auxquels les chercheurs en discutent : *sophistication*, *expertise*, *compétence*, lesquels connotent tous des degrés, donc des minimums et des maximums. Ils peuvent aussi en avoir une vision dichotomique en opposant des personnes qui en sont pourvues à d'autres qui en sont dépourvues.

Nous reviendrons sur les notions de sophistication et d'expertise dans l'introduction du volume 2. Il suffit d'évoquer ici la « compétence », pour voir à quel point ces objets sont équivoques ou réducteurs. La compétence est un objet équivoque, car le niveau et la nature du savoir profane des personnes ordinaires et du savoir expert de celles qui font de la politique sont confondus⁵. C'est aussi un objet réducteur, car elle ne peut pas résulter d'une simple agrégation des connaissances politiques acquises dont les agents sociaux sont plus ou moins dotés, mais d'une combinaison de deux composantes. D'une part, il est vrai, c'est un *stock* de savoirs inégalement distribués que l'on désigne par le pluriel (*les connaissances*). D'autre part, et ceci est le plus souvent occulté en sociologie politique, c'est un *processus* cognitif (au singulier, *la cognition*). Il en découle que la compétence peut se comprendre comme un niveau atteint à un moment donné de la vie, ou bien comme un processus toujours recommencé. Nous optons pour la seconde branche de l'alternative, ce qui nous amène à adopter une autre conception de la « performance » que celle de Kuklinski et Quirk, 2004. A la suite des linguistes nous considérons que la performance peut être

⁵ Le problème du lien éventuel entre « sophistication » réelle des électeurs et capacité d'expertise effective de l'élu est loin d'être résolu. La difficulté de saisir ce que l'on appelle « compétence » est en effet d'autant plus grande qu'elle prend des significations presque opposées quand elle est analysée au niveau du citoyen de base et à celui des professionnels de la politique. Tel est le sens habituel du mot « compétence » dans la littérature anglophone (Miller & Shanks, 1996). Nous remercions Jean Leca d'avoir attiré notre attention sur ce point.

bonne ou mauvaise, riche ou pauvre, en regard du vocabulaire et de la syntaxe, elle n'en révèle pas moins une réelle « compétence » linguistique à former des syntagmes avec des phonèmes, des morphèmes et des sémantèmes. En bref, comme une « parole » maladroite peut véhiculer une « langue » cohérente, il n'est pas nécessaire de connaître parfaitement la politique pour être compétent. Il suffit de savoir argumenter.

Parler de connaissances au pluriel semble indiquer que l'on adopte plus ou moins consciemment une démarche *statique*, tandis qu'en parler au singulier montre que l'on prend ses aspects *dynamiques* très au sérieux. Ainsi, loin d'être semblables, ces deux objets (la cognition, les connaissances) sont en réalité très différents. Mettre l'accent sur l'un ou sur l'autre a donc des conséquences opposées sur la démarche de recherche adoptée : au lieu de privilégier les récits de vie pour évaluer l'ampleur d'un éventuel décalage entre compétence objective (ce que l'on sait) et compétence subjective (ce que l'on se croit autorisé à savoir), la méthode s'attachera à reconstituer des processus de décision puis à les stimuler pour en retrouver les facteurs explicatifs profonds.

Un nombre croissant d'auteurs ont compris qu'ils ne pouvaient plus se limiter aux connaissances politiques stricto sensu. Cessant d'aborder le problème sous le seul angle des scores de réponses correctes obtenus lors de l'administration de tests, ils se sont progressivement tournés vers des expériences visant à découvrir les *règles d'inférence* et les *règles de décision* grâce auxquelles les individus parviennent à faire des choix et à porter des jugements qui les satisfont. Darren Schreiber, par exemple, a récemment fait l'hypothèse qu'en l'absence de connaissances suffisantes une personne ne parviendrait ni à établir une « cartographie » (« *mapping* ») des positions idéologiques et programmatiques des acteurs politiques, ni à trouver des correspondances entre leurs valeurs et les siennes propres (Schreiber, 2007, 60-66). Selon lui, l'acquisition de ces connaissances n'est pas une fin en soi mais seulement une condition requise pour que les citoyens se montrent ensuite capable d'argumenter. D'autres auteurs ont fait l'hypothèse d'un raisonnement politique « soupesé » (« *considerate* », Fishkin, Jowell et Luskin, 2002) ou « motivé » (« *motivated* ») : Lodge et Taber (200) sont ainsi parvenus à mettre en évidence une certaine influence de l'information sur l'élection, nous y reviendrons.

L'étude des *connaissances politiques* a ainsi conduit progressivement à celle de la *cognition en politique*. A la différence de tous les travaux cités, nous avons inversé l'ordre des objets : nous nous sommes vite intéressés à la cognition avant de reprendre la question classique des connaissances. *Partis d'une interrogation sur le rôle des connaissances dans la formation des préférences, nous nous sommes finalement penchés sur la formation du jugement politique à propos de décisions publiques*. Pourtant, nous n'avons pas du tout anticipé ce déplacement de problématique au début de notre propre recherche, alors qu'il en est sans doute l'un des résultats les plus clairs. Grâce à cette réorientation fortuite, nous avons soulevé *une nouvelle question de*

recherche (la cognition) pour laquelle les définitions et les instruments de mesure disponibles étaient encore plus rares et moins satisfaisants que pour la précédente (les connaissances politiques). A cause d'elle, il nous a fallu tout d'abord traquer la logique propositionnelle dans un secteur où elle est d'autant plus importante qu'elle se situe en surplomb de toutes les autres formes de jugement. Cela supposait, tout d'abord, que l'on situât le jugement public parmi toutes les autres formes de jugement existantes : nous avons été ainsi conduits à *comparer raisonnement politique et raisonnements non politiques*, de façon encore peu satisfaisante pour l'instant. Il nous a fallu ensuite accéder aux procédures argumentatives des individus en situation expérimentale, puisqu'il est pratiquement impossible d'y parvenir en situation réelle : nous avons donc dû *concevoir des protocoles d'expérience inédits*, dont la généralisation devra attendre que d'autres projets de recherche soient réalisés dans un avenir que nous espérons proche.

Le plus saisissant à cet égard est le parallélisme du cheminement fait dans les deux sous-groupes de recherche constitués à Grenoble et à Lyon après les réunions plénières de lancement de notre programme de recherche conjoint : comme les politistes grenoblois de l'équipe l'ont fait avec un instrument interactif utilisé dans les enquêtes téléphoniques pour traquer les causes des changements d'avis, les psychologues lyonnais ont observé les effets de l'énonciation d'arguments sur des individus novices ou experts en politique. A l'aide de questionnaires sur table (*self-administred*), ils ont proposé aux sujets interrogés de réagir à des listes d'*aphorismes* exprimant de façon synthétique une tournure de raisonnement associée à la politique, et de désigner ceux de ces dictons qui illustraient le mieux le raisonnement en la matière. Ils ont également tenté de retrouver les *règles de décision* utilisées spontanément par les citoyens pour faire des choix politiques.

A Grenoble, nous avons nous aussi cherché à influencer nos répondants, et les obliger à raisonner, à peser le pour et le contre. Mais nous l'avons fait en testant l'impact sur la stabilité des positions individuelles d'arguments destinés à éprouver la résistance des enquêtés à la contradiction et à la nouveauté. A cette fin, nous avons conçu un instrument expérimental que nous avons appelé « *script* ». Nous avons de la sorte tenté d'entrevoir jusqu'à quel point la montée en généralité et en sophistication au cours d'un mini débat sur un problème public pouvait stimuler les capacités auto réflexives de personnes interrogées par téléphone ou en face-à-face.

Dans les deux cas – l'usage d'aphorismes et celui de scripts – et de façon en partie indépendante – puisque les réunions de travail se sont succédé sur chacun des deux sites en dehors des séances plénières tenues alternativement à Lyon et à Grenoble –, nous avons changé de projet. Au lieu d'étudier la distribution sociale des connaissances politiques sans nous intéresser vraiment aux émotions qui y sont attachées, nous sommes passé à une étude du raisonnement fait par les individus pour émettre des choix publics en modifiant leurs arguments et leurs préférences sous l'effet d'informations nouvelles. Cette convergence des deux démarches est encore plus évidente

quand on s'aperçoit que dans ce premier élargissement de leur objet les deux équipes se sont placées dans une spirale les entraînant vers un second élargissement : il a fallu admettre qu'affectivité, rationalité et éthique se mêlaient indistinctement dans la cognition politique. Notre objet initial n'était pas seulement cognitif, il était aussi conatif et évaluatif : il nous a donc fallu imaginer des moyens de capter ces nuances *en associant les forces de la psychologie cognitive et celles de la science politique des décisions*. Quand les travaux consacrés aux connaissances par les uns et les autres sont faits *séparément*, ils mesurent mal l'impact sur les opinions et sur les actions des ressources cognitives nécessaires afin de réfléchir avant de prendre parti. Ils se contentent le plus souvent de postuler un effet – lui-même non déduit d'un cadre théorique clair – soit entre le fait d'être informé au point de pouvoir répondre sans se tromper à des questions de connaissance civique, d'une part, et la décision de se rallier à une mesure publique proposée par un parti, un mouvement social, ou une personnalité, d'autre part (effet perçu par les politistes travaillant seuls) ; soit, entre l'identification purement affective à des objets soulevant des émotions et les décisions finalement prises (effet prévu par les psychologues cognitivistes faisant leurs recherches de leur côté).

Résumé

Nos recherches nous ont fait découvrir un vide dans les travaux consacrés aux connaissances politiques par les psychologues et les politistes. Nous avons cherché à le combler en nous intéressant à un objet commun que nous avons reformulé : *la formation du jugement public alimentée par des informations nouvelles affectant émotionnellement le sujet*. Ceci devait inévitablement nous conduire à comparer le « rendement » de la psychologie politique à celui de la sociologie politique dans l'étude du raisonnement politique et du jugement public, donc à adopter la meilleure combinaison possible de ces sous-disciplines.

A cette fin, il nous fallait tout d'abord redessiner un objet flou avec le plus de précisions possible, avant de passer en revue les courants de recherche qui s'y sont intéressés : la sociologie politique (et notamment électorale), la psychologie politique et les neurosciences, l'école des choix rationnels. Comparer leurs contributions respectives à la recherche sur les connaissances politiques fait l'objet de la section suivante.

2. Le jugement politique et les autres formes de raisonnement : nouvelles approches

Quand on doute que toute connaissance serve, que toute information soit retenue, nombre d'interrogations naissent. Comment chacun ou chacune fait-il ou fait-elle pour fabriquer de la connaissance avec de l'information ? Comment chacun ou chacune sélectionne-t-il et retient-elle les connaissances qui pourraient lui être politiquement utiles ? Comment parvient-on à transformer un raisonnement analytique en jugement évaluatif ? Quand des individus raisonnent, quelle part font-ils aux *processus cognitifs universels* (ceux qu'étudie la logique formelle), et aux *ethnométhodes* spécifiques (autrement dit, des cheminements intellectuels qui leur sont propres, ou bien qu'ils partagent avec les membres d'un groupe social, ethnique, linguistique, etc.) ?

Nous postulons ici que les acteurs sociaux ordinaires peuvent être confrontés aux mêmes besoins d'*acquisition*, d'*archivage* et d'*usage* de connaissances politiques ou politiquement pertinentes. Au cours de ce processus cognitif, les citoyens traitent tous à des degrés divers les *informations* qui leur parviennent, en tout cas celles qu'ils perçoivent au milieu du *bruit* ambiant parce que leur contenu les touche affectivement. Ce qu'ils en retiennent, et la façon dont ils stockent, classent, et hiérarchisent l'information (de façon aléatoire ou bien en fonction d'une possible réutilisation ultérieure) constitue leurs *connaissances*. Ensuite, les opinions émises à la demande, sollicitées lors d'entretiens ou de conversations, mais aussi la capacité à avoir des opinions et des sentiments que l'on puisse rendre publics, peuvent être éventuellement organisées en *arguments*. Finalement, ceux-ci seront rassemblés en *raisonnements* cohérents – dont les arguments entretiennent entre eux une relation de nécessité – et en *jugements* évaluatifs sur la vie politique et les décisions publiques.

Deux problèmes se posent, un au début et l'autre à la fin de la séquence cognitive. Le premier concerne le cheminement de la pensée : les raisonnements « politiques » vont-ils au plus rapide, empruntent-ils des raccourcis, en un mot sont-ils plus *heuristiques* ? Ou au contraire, sont-ils construits, les plus complets possible, donc *systématiques* ? D'autre part, se déroulent-ils *en ligne*, en utilisant toutes les possibilités de s'informer, ou bien font-ils appel aux informations déjà stockées *en mémoire* ? Le second problème concerne le but du raisonnement : est-il *cognitif* ou *évaluatif* ? Prend-il la forme d'une « analyse » politique (dans ce cas nous préférons parler de « raisonnement politique ») ou bien celle d'un « jugement » moral portant sur des mesures publiques estimées bonnes ou mauvaises (dans cette hypothèse, nous retenons l'expression de « jugement public »). Les auteurs distinguent bien les heuristiques du raisonnement systématique, mais ils emploient en général indifféremment raisonnement et jugement. De plus, ils ne distinguent pas entre ce qui est politique et ce qui est public. Enfin, ils font pour la plupart comme si le raisonnement politique ne pouvait être aussi complet et rigoureux que le raisonnement scientifique tenu pour l'étalon du raisonnement logique, alors que tout individu devrait être présumé apte à raisonner logiquement et systématiquement sur des problèmes politiques dans des circonstances qui le rendent possibles. Quand ils s'éloignent

beaucoup, ils tombent du côté du jugement éthique ou affectif et non du côté du raisonnement neutre et froid. Mais ils peuvent aussi s'en rapprocher quand l'opportunité leur en est donnée et s'ils sont suffisamment motivés pour le faire.

Tentons d'approfondir ces distinctions entre modalités de raisonnement et formes de jugement. Nous en tirerons dans le paragraphe suivant quelques conclusions sur les rapports entre intellection et émotion dans l'énonciation d'arguments politiques.

Raisonnement systématique et raisonnement heuristique

C'est en psychologie qu'ont été élaborés les premiers modèles de décision « dualistes » car ils postulaient une dichotomie entre raisonnements partiels et raisonnements complets. Ils englobent aujourd'hui des modalités de raisonnements réparties sur un continuum, allant du plus intuitif au plus analytique en passant par diverses combinaisons possibles de raisonnements tout faits et de raisonnements argumentés, chaque combinaison correspondant à un « profil cognitif » (Naï, 2007) ou à une « stratégie d'inférence » (Ottati, 1990, 173). Ces processus sont formalisés au sein d'un modèle heuristique/systématique (« *the Heuristic-Systematic Model* », Chaiken, 1980 ; Chen et Chaiken, 1999 ; Chen et Trope, 1999). D'après ce modèle, un raisonnement « heuristique » a pour but d'arriver rapidement et au moindre effort à une décision en utilisant des clefs de lecture de la réalité (« *cues* ») ; il est dit « heuristique » justement parce qu'il rapproche la personne qui s'y livre de la découverte du choix le plus approprié à ses préférences. Parce qu'il ne va pas jusqu'au bout du raisonnement possible à propos de la décision à prendre, ce type de raisonnement est souvent assimilé à un « raccourci » cognitif (« *shortcut* ») opposé au traitement sérieux de l'information nécessaire pour décider en pleine connaissance de cause (« *systematic process* »).

Toutefois, les premières applications de ce modèle souffrent de l'étroitesse de l'objet à expliquer – les votes émis dans des élections générales aux Etats-Unis. Si le raisonnement systématique semble jouer dans ces cas là un rôle limité il en va autrement dans d'autres circonstances. En Suisse, par exemple, les élections classiques et les référendums d'initiative populaire suscitent des modes de raisonnement différents : les attitudes politiques activées à l'occasion des premières semblent plus stables que les attitudes manifestées au cours des secondes (Kriesi, 2005). Dans une « votation » les électeurs seraient plus volatiles parce qu'ils seraient plus « utilitaristes » (Sciarini, Bornstein et Lanz, 2007). En revanche, les connaissances (exprimées par un indicateur de perception correcte des enjeux et des positions des partis opposés sur la mesure soumise à référendum) jouent un rôle limité en regard des « prédispositions » des électeurs, et ceci même lors d'une votation portant sur un sujet qui devrait les concerner majoritairement – par exemple, la décision de voter pour ou contre une proposition portant sur l'environnement (Sciarini, Bornstein et Lanz, 2007). Apparemment contradictoire, ce double constat s'explique aisément: c'est

à la fois parce qu'ils ont besoin de s'informer davantage sur des questions techniques, et aussi parce qu'ils se sentent moins impliqués par elles, que les électeurs suisses doivent raisonner de façon plus étayée quand il s'agit de se prononcer sur une mesure publique précise, soumise à « votation », que de choisir une personne ou un parti lors d'élections générales. Dans le dernier cas, les affects prendraient le dessus sur l'argumentation et la quête d'informations complémentaires serait réduite. Dans le premier cas, au contraire, le raisonnement « basé sur des données » sérieuses (« *data-based* », Bodenhausen, 16) l'emporterait sur le raisonnement « stéréotypique » fait à partir des « heuristiques de jugements » (« *judgmental heuristics* », Bodenhausen, 15).

Plusieurs sortes d'inférences faites à partir de stéréotypes ont ainsi été mis en évidence par la recherche sur le vote. On a ainsi mesuré les effets de trois stéréotypes sur la capacité à placer les candidats les uns par rapport aux autres : les « *schematas* » partisans (i.e., Républicain-démocrate), idéologiques (i.e., conservateur/libéral), et d'appartenance de classe (i.e., riche-pauvre), qui tous peuvent déterminer séparément ou concurremment les prises de position individuelles (Hamil, Lodge & Blake, 2001 ; voir aussi Riggle, Ottati, Wyer, Kukliski et Schwartz, 1992 ; Redlawsk et Lau, 2001).

A quel moment et dans quelles conditions le raisonnement systématique revient-il au premier plan ? Lorsque la personne qui doit prendre une décision élargit son analyse à d'autres cas de figure possibles que le choix d'un représentant, d'un président, ou d'un projet soumis à référendum. C'est le cas des discussions politiques (Eveland, 2004 ; Duchesne et Haegel, 2004, 2006). A la différence des élections destinées à désigner des représentants et installer des gouvernements nationaux ou locaux, ce qui compte le plus dans une discussion c'est la façon dont on parvient à énoncer une préférence et à s'y tenir. C'est pour traquer les raisonnements les plus systématiques que nous avons délaissé le domaine de la simulation d'élections pour nous tourner, comme nous le verrons, vers la reconstitution de processus argumentatifs proches d'une conversation privée sur des problèmes publics.

Raisonnement analytique et jugement dogmatique

Se tourner vers le « jugement public » c'est reconnaître la nature en partie morale de tout raisonnement politique. Un jugement est positif ou négatif, il désigne ce qui est bon et ce qui est mauvais, ce qui convient et ce qui ne convient pas. Rares sont les raisonnements qui sont purement analytiques. De toute façon, ils deviennent vite normatifs : les convictions acquises et solidement ancrées guident au moins autant la décision que tout autre facteur, comme les déclarations publiques de personnalités politiques respectées pour leurs idées (Ottati, 1990). En dépit de sa composante éthique, le raisonnement politique n'est pas analytiquement illogique. Il manifeste à nos yeux une forme d'argumentation logique de même nature que le jugement scientifique, et non pas un

raisonnement de sens commun, plus exclusivement dogmatique. Nous adoptons ici la position de Peter Steinberger contre celle de Dewey et de Hannah Arendt (Steinberger, 1993, 211, 298). Selon Steinberger, le protocole du raisonnement politique est identique au protocole du raisonnement scientifique, car les deux opérations sont des formes de « performance intelligente » – seul leur contenu empirique varie. Nous postulons également comme lui qu’il y a une différence nette entre une intelligence peu organisée, conduisant à des erreurs factuelles selon des voies rationnelles (c’est justement le propre des « ethnométhodes »), et des raisonnements insensés dépourvus, eux, de toute intelligibilité (Steinberger, 1993, 288)⁶. La première forme d’intelligence seulement est la cible habituelle des travaux sur le raisonnement politique. Nous admettons aussi, comme cet auteur, qu’un jugement est une *mise en relation propositionnelle de catégories générales pour fabriquer une description particulière*. Ce processus cognitif demande donc des capacités cognitives testables. Donnons-en un exemple : coupler deux catégories universelles, comme dans l’équation célèbre $E = MC^2$, ou « le rouge est une couleur », c’est énoncer une proposition scientifique, mais cela ne constitue pas un vrai jugement. Dire, en revanche, « Churchill est un homme d’Etat » lie une personnalité unique (« Churchill ») à un rôle général (« homme d’Etat »), c’est donc un bon exemple de jugement politique connectant, en vertu d’une évaluation personnelle (« Churchill, voilà un vrai homme d’Etat, lui ! »), une « situation particulière » à un concept tiré d’une « structure de vérité partagée » par tous (Steinberger, 90-93). Nous tiendrons également pour vrai que juger comporte une part d’*inférence* rationnelle (savoir pourquoi un événement se produit), et une part d’*intuition* sensible se manifestant sous la forme de « vision » (savoir ce qui se passe vraiment, et comment y faire face, Steinberger, 283). Enfin, nous concluons nous aussi que le jugement politique est un *jugement de rang deux*, un jugement sur d’autres jugements, et aussi sur d’autres juges que soi, dont la perspicacité est ainsi validée ou au contraire mise en doute. Conçu de la sorte, juger politiquement est le meilleur moyen d’ordonner *en dernier ressort* les évaluations faites dans tous les autres domaines où des préférences doivent être énoncés et des déclarations prononcées (Steinberger, 286). C’est sur ce point et sur celui-là seulement que le jugement politique est spécifique : il doit cette distinction à sa position *en surplomb* de toutes les autres argumentations conduites sur des objets non directement politiques, un aspect du politique déjà identifié et analysé il y a longtemps (Leca & Jobert, 1980). On le voit, la difficulté croît avec le glissement d’intérêt qui se produit quand, comme nous l’avons fait, on s’éloigne des *connaissances* politiques statiques, pour se rapprocher de la saisie empirique des *raisonnements* politiques visant des objets centraux de la vie sociale par lesquels tous les citoyens sont concernés.

⁶ Selon lui, « the process of rational reflection, and the absolute requirement of all intelligent performance for systematic justification, does not at all presupposes infallibility (...). Indeed, the very possibility of error suggests (...) as well, criteria for distinguishing errors of incorrectness from ‘errors’ of sheer unintelligibility-differentiating mistakes on the one hand from utter nonsense on the other.”

Raisonnement en ligne et raisonnement par appel à la mémoire

Placé à ce niveau de généralité, le raisonnement politique nécessite un appel à la mémoire longue dans laquelle sont stockées les connaissances de chaque individu. Ce processus a aussi ses limites : il peut par exemple dispenser une personne aux convictions solides de mettre ses connaissances à jour quand il lui faut prendre position sur un nouveau problème (Civettini, et Redlawsk, 2005). Dans la littérature existante, il est tenu pour acquis que la propension à refuser de se lancer dans un raisonnement en ligne (« *on-line processing* ») afin de compléter son information et de l'actualiser dépend de la solidité des convictions et de la cohérence des attitudes entretenues sur cet objet : une identification partisane et un alignement idéologique forts tendront à limiter la quête d'informations nouvelles au bénéfice des jugements préformés, disponibles par simple exploration de sa mémoire. En d'autres termes, le raisonnement « motivé » se distingue du raisonnement dicté par la mémoire (Redlawsk, 2006 a). Au contraire, l'absence de proximité avec des mouvements politiques devrait favoriser la recherche d'information. Il semble plus facile d'entreprendre cette recherche – révélatrice de connaissances insuffisantes – dans des cas relevant de la vie sociale que dans un contexte politique où elle indiquerait un défaut de socialisation politique, l'absence d'attitudes consolidées, bref, des formes de méconnaissance jugées peu légitimes.

Quelques expériences conduites principalement aux Etats-Unis et en Suisse ont montré qu'en l'absence d'un savoir suffisant sur les institutions, les enjeux, et les positions des compétiteurs, les électeurs sollicitent du mieux possible leur mémoire. Certains d'entre eux toutefois se contentent de juger ceux qui briguent leur suffrage sur les apparences. Ainsi, quand on ajoute à une mauvaise photographie en noir et blanc et sans légende, des informations substantielles relatives au parti de chaque candidat et à sa position par rapport aux enjeux du scrutin, la plupart des sujets qui se sont prêtés à l'expérience et qui ont d'abord dû se prononcer avec très peu d'information choisissent maintenant le candidat le plus proche de leur parti préféré. Ils changent de « vote » même quand la photographie du candidat auquel ils se rallient désormais ne leur avait pas plu au premier abord. Même quand un candidat fictif est jugé tout seul, sans être confronté à un rival, la proximité des *positions* affichées par le candidat ou la candidate et celles de l'électeur l'emporte sur les deux autres facteurs de choix, *l'apparence physique* et *l'appartenance partisane* (Lodge, McGraw, & Stroth, 1989, sur les « impressions » qui influencent le choix électoral). Quand il est en compétition avec une autre personne supposée se présenter contre lui, en revanche, l'alignement du candidat est privilégié (Rigger, Ottati, Wyer, Kuklinski, Schwarz, 1992).

On le voit, le recours au raisonnement en ligne est positivement corrélé à l'usage d'un raisonnement systématique ; alors que le raisonnement heuristique semble associé à un usage du stock de connaissances mémorisées.

Raisonnement compensatoires et non compensatoires

Ce n'est pas tout. Les raisonnements politiques diffèrent aussi des raisonnements non politiques par leur caractère plus itératif, bien que ce ne soit pas une différence de nature mais seulement de degré. Les raisonnements dits « compensatoires » se déroulent *simultanément* les « plus » et des « moins » d'un candidat et de ses rivaux sont mis en balance, de façon à atteindre la meilleure ou la moins mauvaise combinaison possible d'avantages et d'inconvénients, ce qui permet de voter pour le ou la candidate qui présente le moins mauvais profil. Les raisonnements « non compensatoires » se déroulent *séquentiellement* : les électeurs n'ont pas une vue synoptique des positions des candidats, mais ils les découvrent au fur et à mesure que de nouvelles informations leur sont rendues accessibles. Des expériences conduites aux Etats-Unis ont montré qu'au cours d'une campagne électorale ou d'un débat public les citoyens procédaient surtout à des raisonnements non compensatoires, car seule une minorité d'électeurs se livraient à une quête sérieuse d'informations. De plus, l'accumulation d'informations contradictoires conduisait les sujets soit à simplifier leurs règles de décision, soit à ne pas trancher du tout. Quand il est vraiment approfondi, le travail de recherche fait par l'électeur révèle en effet les faiblesses du candidat spontanément préféré en raison de son parti ou de ses positions. Mais il met à l'inverse en évidence les atouts insoupçonnés de ses rivaux, ce qui peut paralyser le choix (Redlawsk, 2004).

Le recours au raisonnement non compensatoire peut s'expliquer par la crainte de pas pouvoir trancher entre des candidats qui sont tous à la fois critiquables et louables, au cas où la recherche d'informations serait trop poussée. A. Lupia postule ainsi que les citoyens ne prennent pas de meilleures décisions politiques quand ils en savent trop sur leurs enjeux, car le savoir encyclopédique et l'érudition inhibent la décision au lieu de la faciliter. De fait, l'existence d'une catégorie de citoyens très compétents et néanmoins peu impliqués ou pas du tout – en raison, principalement, de la sophistication de leur savoir et des contraintes « d'hyperchoix » qui en découle – a été établie dans quinze pays européens (Schemel, 1999) et confirmée en France par J. Jaffré et A. Muxel qui distinguent des « abstentionnistes dans le jeu » des « abstentionnistes hors jeu », les premiers étant, comme nous les avons appelés, des électeurs « concernés » par la politique mais incapables de trancher, donc peu participatifs (Jaffré & Muxel, 2000). Toute la question est de savoir si l'usage plus fréquent d'un raisonnement compensatoire aurait cet effet paralysant, ou pas.

Résumé

Toute expérience conduite dans le but de reconstituer les processus cognitifs à l'œuvre dans le domaine politique devrait avoir pour objet de susciter chez les sujets de l'expérience un plus grand recours à la composante *analytique, systématique, processuelle et compensatoire* du raisonnement. Ceci ne signifie nullement que l'on pourrait ignorer sa composante dogmatique, heuristique, mémorisée et non compensatoire : il s'agit juste de donner aux sujets l'occasion de développer leurs capacités argumentatives au lieu de parer au plus pressé et de se laisser guider par ses convictions. De plus, nous savons que les formes d'argumentation les plus logiques et les plus distanciées conserveront toujours un soubassement moral et affectif. Nos recherches devront donc essayer de graduer l'importance relative du technique et de l'éthique dans les sujets abordés au cours d'expériences ou d'entretiens. Au bout du compte, les raisonnements politiques sont composites parce qu'ils sont à la fois plus émotionnels et plus compliqués que les raisonnements ordinaires. Mais ils sont aussi plus logiques et plus généraux qu'eux. Ils se situent donc entre le jugement conventionnel et le raisonnement intellectuel. Leur rapport à ces deux pôles de la pensée et la meilleure façon d'en rendre compte, voilà les deux questions qu'il nous faut maintenant aborder dans la section suivante.

3. Le travail interdisciplinaire sur le raisonnement politique

Passer de l'étude des connaissances à celle du jugement permet d'engranger quelques profits scientifiques, mais cela ne permet pas de mieux séparer les aspects affectifs des aspects rationnels dans le processus cognitif. Le raisonnement politique, c'est admis, n'est pas nécessairement cérébral : il comprend au minimum une part irréductible d'affect, et ceci est encore plus vrai du jugement public. Contrairement à l'impression très académique que véhicule le mot « connaissances » ; et à la différence de la manière dont les approches dites « cognitives » en science politique traitent le problème de l'argumentation et de l'apprentissage en se focalisant sur les seules « idées » (Schemeil, 2007a), la « cognition » est en réalité tout aussi « *émotionnelle* » que « *mentale* ». Il ne faut donc pas rechercher de la « sagesse » dans un jugement public ou, ce qui serait plus irréaliste encore, de la « rationalité pure ». Ce constat fait et étayé, nous en tirons une conséquence importante : la recherche sur la cognition politique doit faire appel à part égale à la psychologie, à sociologie, et à l'économie de la décision.

Intellection et émotion au sein des raisonnements

Même quand il conduit à des décisions « rationnelles », le processus cognitif ne commence pas avec la réception, puis le stockage dans le cerveau, d'informations réutilisables ultérieurement. Il a

déjà pour point de départ le moment précédent celui-ci, le stade au cours duquel des émotions et des sentiments (*feelings*) sont activés, affects qui deviendront eux-mêmes des pensées et des processus mentaux (*thoughts*), susceptibles de se transformer *éventuellement* en raisonnements, puis en actes. Sans émotions, pas de raisons de s'intéresser aux informations, et encore moins d'agir.

Ce que Georges Marcus appelle « l'intelligence affective », dans un texte critiquant les analyses du choix rationnel, est ainsi un composé de processus réflexes, émotionnels ; et de processus corticaux, raisonnés. Parce qu'elles expliquent en partie comment et pourquoi certaines informations et certains arguments sont sélectionnés et retenus, *la personnalité, l'humeur, l'émotion ressentie* sont des variables essentielles dans l'étude des connaissances politiques et du jugement public. D'après Georges Marcus, on ne *connait* que ce que l'on *considère* comme intéressant, attractif, donc attachant, émouvant. En politique, il n'y a pas de connaissance pour la connaissance, neutre et déconnectée de tout usage possible. Grâce à l'intelligence affective les citoyens s'intéressent à la politique, ils suivent les campagnes électorales, ils votent. Quand il le faut, ils fouillent leur mémoire pour y trouver les connaissances dont ils ont besoin, parmi les milliers d'informations que le « système de surveillance » (ou ce que l'on appelle en France le « système nerveux autonome », S.N.A.) recueille en permanence dans sa fonction de veille neuronale, avant tout traitement sélectif par le « système dispositionnel » (le « cortex ») chaque fois que cela devient nécessaire. Sans même que nous nous en rendions compte, des informations qui vont nous être bientôt indispensables sont repérées et stockées sous une forme compressée. Nous les conservons parce qu'elles entraînent des réactions émotionnelles imperceptibles mais qui laissent des traces chimiques dans le cerveau, signe de leur imminente utilité. Une nouvelle exposition à une information similaire réactive le processus, toujours de façon inconsciente.

David Redlawsk renchérit sur le thème des rapports entre affects et intellect en montrant que lorsque vient le moment de se décider en politique « ressentir » est aussi important que « penser ». Selon lui, en effet, « les êtres humains sont généralement incapables de convertir une information en action (ou décision) s'ils ne sont pas capables d'incorporer des émotions à leur processus de traitement de l'information ». Il ajoute plus loin : « l'émotion a souvent été conceptualisée de façon fine, comme le résultat d'un processus cognitif, plutôt que comme une partie intégrale de la décision » (Redlawsk, 2006, 1-10). Elle a donc été considérée comme un output (un produit du processus de décision), et non comme un input (une composante de la décision). Quand on inverse la perspective, on découvre que pour chacun d'entre nous toute information non congruente avec nos certitudes antérieures requiert une nouvelle recherche d'information, qui est affectivement pénible. Ajuster son comportement l'est encore plus : l'émotion est donc à la fois un conducteur et un inhibiteur de connaissance.

On le voit avec ces deux versions graduées du rôle des affects dans les choix publics, saisir les rôles respectifs de l'émotion et de la raison est délicat. Les méthodes disponibles ne sont pas adaptées à cet objectif, car l'enquête par questionnaire repose sur une stimulation d'introspection

peu réaliste, ainsi que l'ont montré Lodge, Taber et Weber (2006, 11-30) : aux yeux des auteurs tout se passe comme si les acteurs étaient toujours capables de donner consciemment un sens à leur conduite, d'expliquer leurs convictions, leurs représentations, leurs intentions à qui les leur demande. Pourtant, tout ce qui est automatique échappe à ce processus de glose et d'anamnèse : les associations d'idées, par exemple, ne nécessitent que quelques centaines de millisecondes, et tiennent souvent lieu de délibération avec soi-même (ou avec l'enquêteur). Ce qui passe aux yeux de l'enquêteur et à ceux de l'enquêté pour une décision mûrement réfléchie n'est ainsi le plus souvent qu'une remontée « spontanée, « inconsciente », « incontrôlable » et fort peu « cognitive » d'information depuis les zones cérébrales où est stockée la mémoire de long terme vers la mémoire de travail sollicitée par l'entretien. Bref, les émotions comptent, ce qui impose aux politistes de recourir à la psychologie pour donner une explication satisfaisante des processus cognitifs appliqués à des objets politiques.

Le croisement des disciplines et des approches du raisonnement politique

Convaincus de la nécessité d'un travail interdisciplinaire sur un objet vite défini comme double – rationnel et émotionnel –, nous avons entrepris cette recherche en nous associant d'emblée à une équipe de psychologie cognitive. Nos premiers échanges nous ont vite conforté dans ce choix : abordé sous son angle psychologique, le problème de la place des connaissances en politique et la question de leur apport à la démocratie ne se présentent pas du tout comme en science politique. Ceux qui font de la sociologie politique privilégient soit le rôle des facteurs socio-démographiques (modèle de Columbia) ; soit l'importance de l'identification partisane et des alignements idéologiques (modèle de Michigan) ; soit le jeu des calculs utilitaristes (modèle du Choix Rationnel). Par exemple, en travaillant sur ce qu'il appelle la « littérature civique ». Henry Milner montre qu'un apprentissage réussi de la politique encouragé par les pouvoirs publics donne aux citoyens une capacité réelle de se positionner politiquement, et d'émettre une opinion ou un vote conformes à leurs attitudes. Avoir accès à des médias d'opinion et à des activités syndicales ou associatives indépendantes car subventionnées par les social-démocraties scandinaves favorise donc l'exercice du raisonnement politique. Ceci explique, selon l'auteur, que la participation des citoyens à la vie publique reste importante dans ces pays en dépit de la disparition du capital social qui y est également attestée comme partout ailleurs dans le monde – bien qu'à un degré moindre (Milner, 2001 ; 2002, 2004). Les limites de cette explication par la précocité, l'intensité, et la légitimité de l'apprentissage civique tiennent au poids relatif des jugements idéologiques préconstruits par rapport au raisonnement autoréflexif, car les citoyens sont socialisés par des mouvements politiques auxquels ils restent fidèles en toute circonstance.

Les psychologues et les spécialistes de neurosciences travaillent justement sur l'autoréflexivité. Ils privilégient à cette fin le poids des mécanismes neuronaux et émotionnels. Ils montrent en particulier que le cerveau se comporte comme le ferait une machine homéostatique, qui tendrait à retourner vers un équilibre antérieur chaque fois que des signaux d'alerte lui parviendraient. A cette fin, les signaux perçus seraient analysés, hiérarchisés et traités moins en fonction leur contenu que de leur impact sur l'état d'équilibre du système – constats dont Lasswell, Lazarsfeld, et Festinger avaient eu autrefois l'intuition, mais qui sont maintenant étayés par des expériences cognitives lourdes. Nous avons tenté de synthétiser dans le tableau suivant les apports de ces disciplines à l'étude du raisonnement politique.

TABLEAU 1 : Les deux dispositifs neurocognitifs à l'œuvre dans les raisonnements politiques, quelques exemples tirés de la littérature

Quelques auteurs emblématiques	Cortex (<i>disposition system</i>)	Système nerveux autonome (<i>surveillance system</i>)
D'Amasio ; Marcus	Processus <i>autoréflexifs</i>	Mécanismes <i>réflexes</i>
Lodge & Taber	Processus <i>délibératifs</i>	Réponses <i>automatiques</i>
Cheiken ; Kriesi	Raisonnement <i>systématique</i>	<i>Heuristiques</i> , raccourcis
Sniderman & Tetlock	Argument <i>plein</i> (à contenu)	Argument <i>vide</i> (<i>sans contenu</i> , <i>content-free</i>)
David Redlawsk & Richard Lau	Jugement politique basé sur des connaissances	Sensibilité politique fondée sur la curiosité

Selon Paul Sniderman et ceux qui ont travaillé avec lui, tout d'abord, même des arguments dits « vides » (c'est-à-dire « sans contenu » ou « *content-free* », comme ceux qui sont énoncés en langue de bois) arrivent à faire changer d'avis des individus interrogés au cours d'une enquête par sondage. Certes, les arguments dits « pleins » ont un effet plus net, mais l'écart entre les effets des deux types d'arguments reste tout de même limité : cela s'explique par le fait que tout contre-argument soulève de la perplexité et rend nécessaire un ajustement rhétorique (Sniderman, Tetlock, 2000). D'après George Marcus et ses collègues, cet ajustement est davantage affectif : la plupart des décisions sont prises en fonction de prédispositions routinières qui permettent d'écarter nombre d'informations dissonantes parce qu'elles sont sans importance ; quand le comportement habituel est au contraire affecté par un signal d'inquiétude émis par un « système de surveillance » toujours en état de veille, l'anxiété soudaine conduit à ne plus se fier à ses réflexes. Les individus que les informations reçues *inquiètent* suffisamment pour qu'ils rompent avec leurs routines et se mettent à traiter le problème qui est à la source de l'anxiété prennent alors en considération des nouvelles qui ne s'accordent pas avec leurs représentations du monde : ils cherchent donc à compléter leur connaissances (Marcus, Sullivan, Theiss-Morse, Stevens, 2005, 2007). En revanche, ceux dont ces nouvelles soulèvent la

colère refusent d'en savoir davantage et n'hésitent pas à exprimer sans détour leur indignation, car ils soutiennent sans réserve une position de principe, ou s'opposent à elle sans nuance (Marcus & Mackuen, 2004, à propos de l'accélération ou au contraire de l'arrêt des expériences de discrimination positive à l'université). Testées sur l'intervention américaine en Irak ces hypothèses sont largement confirmées car il y a bien « un lien entre la colère et la propension à l'action, d'une part ; l'anxiété et une tendance à une plus grande prudence, d'autre part ». Autrement dit les inquiets sont plus portés que les indignés à se donner les moyens de décider correctement (Huddy, Feldman, Cassese 2005, 2007)⁷.

Ce n'est donc pas une information en soi et ce qu'elle nous apprend sur un problème politique, mais les émotions qu'elle suscite qui poussent à traiter des nouvelles inquiétantes donc à rechercher des informations *calmantes* afin d'être psychologiquement rassuré avant d'être intellectuellement satisfait. Dans ce courant de recherche, la compétence des citoyens n'est pas en cause, seulement leur degré de « sensibilité » à la politique – *political awareness*, utilisé ici dans un autre sens qu'en Suisse où, rappelons-le, il est synonyme d'intérêt informé pour la politique. Une autre expérience fondée sur d'autres principes, moins affectifs qu'identitaires, renforce ces conclusions. Des chercheurs engagés dans un projet en cours de l'Université du Michigan (Gerber, Green, Larimer, 2007) distinguent deux types d'incitations à voter : les incitations « intrinsèques » comme l'estime de soi, et les incitations « extrinsèques », comme des gratifications symboliques et matérielles. Parmi les premières, plus psychologiques, ces trois chercheurs évaluent l'impact du « *shaming* » – l'effet de la pression sociale sur la décision de vote – en se livrant à une expérience impossible en France (pour des raisons de confidentialité des votes). Ils annoncent d'abord à tous les électeurs de la circonscription qu'ils vont enquêter sur leur participation et en profitent pour leur conseiller de voter. En sus de cette banale information qui est la seule livrée à un « groupe de contrôle », ils rappellent ensuite à un autre sous-groupe d'habitants leur participation à chaque scrutin précédent. Puis, ils communiquent à un troisième sous-groupe d'électeurs le nom de leurs voisins qui ont régulièrement voté à chacun de ces scrutins. Enfin, ils avertissent un quatrième sous-groupe que leur attitude le jour du vote sera communiquée à tous les membres de leur foyer ; et un cinquième, qu'elle sera tout bonnement rendue publique dans le voisinage : chacun saura alors s'ils se sont rendus aux urnes ou non. Ces arguments stigmatisants augmentent de façon significative l'intention d'aller voter puisque l'on observe jusqu'à 8 % d'accroissement de la participation à l'élection elle-même, et que cette augmentation est proportionnelle au type d'incitation utilisé en allant du groupe un (la plus réduite) au groupe cinq (la plus forte).

⁷ Toutefois, il n'est pas sûr qu'ils y parviennent. Par ailleurs, les anxieux ont le même préjugé négatif envers l'Irak de Saddam Hussein que les coléreux, bien qu'ils soutiennent moins la décision de lui faire la guerre.

Quels que soient les apports de ces approches trop peu fréquentées en science politique (Marie, 2007 ; Marie & Schemeil, 2008), bien des choses restent encore à découvrir pour en faire bon usage dans cette notre discipline. La psychologie cognitive ne sait pas encore dire quels stimuli parmi d'autres pourraient déclencher l'appétit pour la décision et la faculté de faire des choix. Ensuite, il lui reste à établir que ce qui est valable pour un choix individuel l'est également dans le cas des choix collectifs. En effet, quand il s'agit de décisions aussi lourdes, la mémoire partisane longue et niveleuse des différences individuelles offre des substituts fonctionnels commodes à la remémoration personnelle éphémère et singulière. Enfin, il est impossible d'appliquer à la politique les énoncés les plus consensuels de la psychologie sans les adapter, car le nombre d'émotions retenues par les psychologues dans des cercles émotionnels appelés des « circumplexes » excèdent grandement les usages que des politistes peuvent en faire sans pour autant décrire aussi précisément que souhaité les oppositions de valence émotionnelle (autrement dit le signe positif ou négatif dont une même émotion peut être affectée : Neuman, Marcus, Crigler, Mackuen, 2007). En politique, à la différence d'autres secteurs de la vie ordinaire, les émotions de base les plus pertinentes sont assez simples. Il s'agit surtout d'enthousiasme, d'anxiété et d'aversion. Ces trois émotions de base se déclinent à leur tour respectivement en sous-émotions, comme l'espoir et la fierté ; la peur et la préoccupation ; la colère, la haine, le mépris, l'aigreur, le ressentiment (Marcus, MacKuen, Wolak, Keele, 2006). En d'autres termes la gamme d'émotions utiles pour expliquer les décisions et les préférences politiques n'est pas identique à celle dont se servent à d'autres usages les psychologues. (Clore, Schwartz et Conway, 2001).

La théorie des choix publics venue de la science économique et que nombre de politistes ont aujourd'hui repris à leur compte n'a pas ce problème. Elle tente pour sa part d'expliquer les mécanismes de décision à l'échelle individuelle sans recourir à des émotions fines. Dans ce modèle, la compétence est postulée sans avoir à être démontrée empiriquement. L'information conjoncturelle nécessaire à une prise de décision raisonnée est tenue pour acquise. A l'exact opposé de la psychologie cognitive, l'intérêt y est considéré comme une motivation toujours plus grande que la passion. Celle-ci n'est pas ignorée, mais elle est réduite à un rôle négligeable et stéréotypé, à peine plus élaboré que la « psychologie » prêtée aux épargnants dans les modèles keynésiens (comme la « préférence pour la liquidité »). L'émotion se manifeste, par exemple, sous la forme d'une « constante civique » – la *satisfaction* procurée par le seul fait de voter, qui change le produit de l'équation de vote donc la décision finale de prendre part au scrutin. Elle prend aussi la forme d'une timide *indignation* rétrospective, lorsque les mesures prises par un candidat à la réélection sont comparées à ses promesses, ou celle de la *confiance* relative à la base de paris prospectifs sur les capacités des challengers à tenir leurs engagements (Lavau, Pizzorno, 1986 ; Fiorina, 1995 ; Balme & Cautrès, 1997). S'ajoute à ces motivations affectives simples un *désir d'altruisme* parfois

tenu pour une nuance forte entre école des choix rationnels et utilitarisme classique, lui-même mâtiné dès les premiers travaux de l'école écossaise de fortes considérations morales (*Critical Review*, 1995 ; Udehn, 1996).

Notons que la *confiance* dans les institutions et dans la fiabilité des sources d'information, comme la *satisfaction* envers la démocratie, sont également des conditions du vote rationnel alors que les travaux empiriques montrent au contraire à quel point ces hypothèses sont loin d'être corroborées (Abrial & Belot, 1998). Observons enfin que les émotions se faufilent dans l'angoisse de l'inflation, à droite, et celle du chômage, à gauche, qui pèsent toutes deux sur les choix électoraux (Lafay, 1982) tout comme la peur de l'étranger (Lewis-Beck, 1995, 1999, 2008).

A cause de ses postulats censés simplifier l'explication, les limites de cette démarche sont encore plus évidentes que celle de la psychologie et de la sociologie. Premièrement, les électeurs ne peuvent *par hypothèse* être incompetents (en dépit des travaux de Thomas Schelling, pourtant l'un des pères fondateurs de l'analyse des choix rationnels, sur la place de l'irrationalité dans les décisions rationnelles). La théorie n'approfondit donc pas le rôle de la compétence, elle n'essaie pas non plus d'évaluer le rapport précis entre compétence et incompetence dans divers groupes de citoyens aux attributs sociaux et économiques différents. Deuxièmement, les électeurs agissent selon des motivations en partie affectives, certes, mais présentées sous des formes stéréotypées irrecevables en psychologie. L'approche par les choix rationnels ne permet donc pas de savoir si les électeurs apprennent à voter en tirant les leçons de leurs expériences antérieures, et si oui, comment. Ajoutons qu'à la différence des courants précédents, celui-ci ne permet pas de distinguer deux formes de rationalité dont les effets sur le vote sont pourtant très différents. Selon Herbert Simon, la capacité de recourir à un mode de décision raisonnable (le *moyen* utilisé est rationnel), diffère de la faculté de parvenir à un choix raisonnable (le *résultat* est bien celui qui était recherché). De plus, l'approche par les choix rationnels conduit à supposer que certains individus sont rationnels et d'autres non, alors que dans la vie la plupart des « gens sont tout à fait rationnels, autrement dit ils ont d'habitude de bonnes raisons de faire ce qu'ils font ». Enfin, en matière d'élection, voter rationnellement peut signifier voter pour un candidat ou une candidate n'ayant aucune chance d'être élu(e), que ce soit pour exprimer une opinion ou, surtout, contribuer à rendre un succès ultérieur possible. En sens inverse les gens ne peuvent être rationnels que dans les domaines où ils comprennent les enjeux, donc une toute petite partie de leurs activités (Simon, 1984, 294, 297-8, 302). La matière noire de l'approche rationaliste est aussi celle des deux autres courants théoriques : Herbert Simon nomme cet objet manquant « l'esprit délibératif » (« *deliberative mind* », 302). Il vise par là le processus conduisant à la prise en compte de connaissances *effectives* car *affectivement* et *mentalement* incorporées. Cette observation judicieuse nous signale l'intérêt qu'il y

aurait à se focaliser davantage sur les processus délibératifs, y compris dans son for intérieur, quand la première personne que l'on doit convaincre est soi-même (Eveland, 2005).

Résumé

En dépit des limites que nous avons mises en évidence en examinant une à une les approches récentes des connaissances et de la cognition politique, elles semblent finalement moins concurrentes que complémentaires. Pour visualiser ces possibles convergences, nous avons essayé de résumer les objets sur lesquels chacune de ces approches disciplinaires faisait porter l'accent dans le tableau suivant (tableau 2) où sont distribués en quatre colonnes les représentations que donne chaque paradigme de l'influence de diverses composantes mentales sur la décision de vote, l'implication, les choix et les préférences politiques. Dans la colonne de droite figure ce que nous imaginons être une conciliation possible des trois principaux paradigmes discutés. Au cœur de cette vision syncrétique figure en pointillés un *électeur raisonnant, parfois raisonnable, pas toujours rationnel ; qui prend ses décisions de façon à la fois cognitive et affective, acceptant de reconsidérer ses choix même les plus normatifs si l'occasion s'en présente ; qui utilise toutes les ressources du raisonnement, allant au plus direct en utilisant des heuristiques ou faisant au contraire l'effort de raisonner plus systématiquement, et raisonnant « en ligne » plutôt qu'en faisant exclusivement appel à sa mémoire*.

Tableau 2 : une vision syncrétique de la cognition politique

<i>Choix rationnels</i>	<i>Psychologie politique</i>	<i>Sociologie politique</i>	<i>Modèles interdisciplinaires</i>
<i>Argumentation, délibération</i> Quête d'informations pour mieux décider	<i>Refus des informations dissonantes</i> <i>Recherche d'informations calmantes</i>	<i>Alignement partisan</i> <i>Identification idéologique</i>	Raisonnement composite à la fois heuristique et systématique, etc. Intelligence affective à la fois rationnelle et émotionnelle Auto réflexivité dans les limites (1) d'une économie psychique et (2) des convictions politiques
Rationalité, calculs	Passion, émotions et sentiments	Convictions idéologiques et idées politiques	
Système de décision	Système nerveux autonome (« surveillance system ») + Cortex (« disposition system »)	Rôle des campagnes électorales dans la décision de majorité	
Raisonner (logique des conséquences, instrumentale)	Ressentir (« feeling », processus adaptatifs)	S'identifier (logique de l'adéquation, expressive)	Penser (processus délibératifs)

Notons que la dernière ligne de ce tableau constitue à elle seule l'esquisse d'une théorie du jugement public. On y retrouve en filigrane une distinction de Weber (rationalité moyens-fins et rationalité en valeur), comme celle de Marche et Olsen (logique des conséquences ou de

l'adéquation) ; mais aussi celle de psychologues politiques comme David Redlawsk et George Marcus (sentir et penser), et celle des neurosciences (« *brain* » et « *mind* »).

Nous nous proposons maintenant d'aller au-delà d'une simple récapitulation des recherches existantes. Nous allons donc présenter dans la section suivante les principes avec lesquels nous avons fabriqué notre propre représentation de ce que l'on pourrait appeler les « *processus auto-délibératifs* ». Une fois ce modèle explicité, nous serons capables de mesurer la contribution nette des connaissances, de la cognition, et de l'autoréflexivité aux décisions citoyennes.

4. Le cadre théorique de nos propres recherches

Afin de bien situer l'originalité de notre recherche dans l'ensemble des travaux existants nous avons tenté de récapituler de façon synoptique les différences entre la pensée établie en science politique sur les connaissances politiques, le cadre théorique dans lequel notre recherche s'inscrit, et les particularités additionnelles de celle-ci.

Comme on le voit sur le tableau 3, nous n'avons pas la même conception des connaissances politiques que la plupart de nos prédécesseurs. Il s'ensuit que nos hypothèses sont plus *précises*, et peuvent faire l'objet de mesures que nous estimons plus *complètes* et plus *fin*es que ce qui a été publié jusqu'à présent. Nous en escomptons des résultats *originaux* qui seront à leur tour discutés dans la dernière section de ce chapitre introductif.

Observons aussi que les études pionnières, dites *mainstream*, considéraient les connaissances politiques comme un objet non contestable, aux contours clairs. Il s'agissait alors d'une variable indépendante, expliquant à elle seule les variations d'attitudes constatées lors d'enquêtes et d'expériences, ou au cours du processus électoral. Nous procédons différemment aujourd'hui. Selon nous le contenu de ces connaissances politiques est discutable. Surtout, elles ne s'apprécient pas directement car elles se traduisent en itinéraires de pensée marqués par des hésitations et des rectifications.

Au lieu de mesurer des *performances* cognitives nous nous intéresserons donc ici à des *types de réactions* et à des *changements d'avis*. Sans trop anticiper sur ce qui va suivre, disons que les types de réactions comprennent (1) des modifications physiologiques et affectives ; (2) des temps de latence ; (3) des durées de réponse (à chaque question, à une partie de questionnaire, à l'ensemble de l'entretien)⁸. Les changements d'avis vont (1) des simples rectifications ou repentirs (« je me suis trompé-e », « ce n'est pas ce que j'ai voulu dire ») à (2) l'énonciation des motifs de ne pas changer

⁸ Nos indicateurs sont assez proches de ceux de Norbert Schwartz qui énumère pour sa part « l'aisance ou la difficulté à se rappeler et à générer une pensée, la maîtrise avec laquelle une information nouvelle est recherchée, la rétroaction corporelle, et nos réactions émotionnelles aux contenus de la pensée. » (Schwartz, 2004)

d'avis après y avoir été incité (« votre argument est valable, mais... ») et (3) un changement réel d'opinion. Toutes ces formes d'ajustement expriment le souci d'entrer dans un dispositif délibératif avec soi-même comme avec son interlocuteur enquêteur, ou même avec des personnages de référence absents (personnalités politiques, candidats, membre de la famille, amis, collègues de travail, etc.).

Ce déplacement d'objet entraîne de profonds retournements théoriques – comme nous l'avions pressenti et exposé dans les deux premières sections. Il conduit aussi à de nouvelles stratégies d'observation, de collecte de données, et de mesure, comme nous l'exposerons dans les chapitres suivants. D'une part, ces deux séries de variables (réactions, changements d'avis) indiquent plutôt des ratés de la performance cognitive qu'une utilisation réussie de ses connaissances telle que la postule la théorie normative de la démocratie. Ce que nous mesurons de notre côté ce ne sont pas des savoirs précis qu'il n'y aurait pas lieu de faire évoluer mais des signes d'embarras, de perplexité, d'incertitude, d'approximation, d'introspection. D'autre part, nous ne nous interrogeons pas sur la caractère explicatif ou partiellement explicatif des connaissances politiques en tant que variables indépendantes : nous nous concentrons davantage sur nos variables dépendantes, les types de réaction et les changements d'avis. Quant à nos variables explicatives, leur nombre dépassent de beaucoup les seules connaissances politiques accumulées, comme nous le verrons dans les chapitres suivants.

TABLEAU 3 : La recherche dominante en science politique, les recherches en psychologie politique cognitive, et l'originalité de notre propre recherche

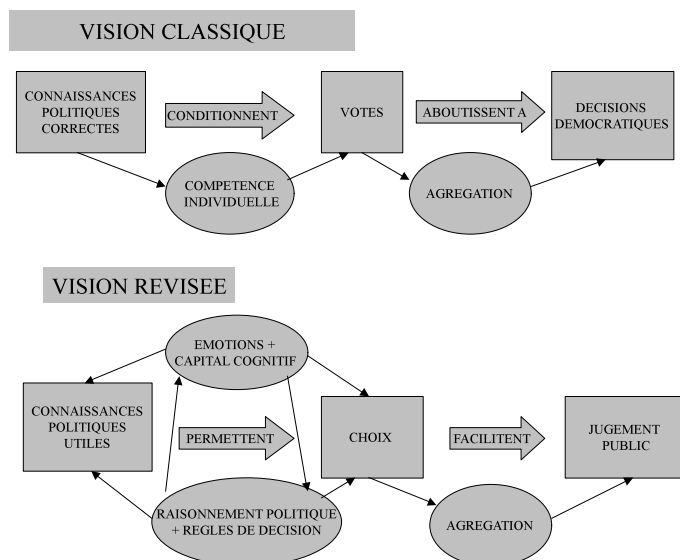
	Cadre théorique et empirique <i>mainstream</i> en science politique qui préexiste à notre recherche	Cadre théorique et empirique de la psychologie cognitive révisant les modèles <i>mainstream</i> et dans lequel s'inscrit notre propre recherche	Originalités de notre propre cadre théorique, à la fois psychologique, sociologique et rationaliste
Définition des connaissances politiques	Les CP sont des connaissances exclusivement politiques ; exactes ; cumulatives ; leur lien éventuel avec les affects n'est pas étudié (il est éliminé de la définition préalable des CP)	Les CP sont des connaissances exclusivement politiques ; correctes ou plausibles ; les plus récentes remplacent les précédentes ; leur charge émotive est un objet de recherche au même titre que leur composante cognitive	Les CP sont des connaissances directement ou indirectement politiques ; incorrectes, correctes ou plausibles ; qui <i>s'ajustent aux besoins</i> ; leur charge émotive est une <i>composante majeure</i> de la définition (l'intelligence est à la fois <i>efficace</i> et <i>affective</i>)
Hypothèses	Hypothèse par défaut Les citoyens manquent de connaissances organisées et précises alors qu'elles sont présentées par la théorie (normative) de la démocratie comme la condition de leur <i>participation</i>	Hypothèse reformulée Les citoyens ont suffisamment de connaissances pour être capables de délibérer (empiriquement), à condition que des dispositifs adéquats de type <i>stop and think</i> favorisent leur <i>autoréflexivité</i>	Hypothèse de notre recherche Les citoyens acquièrent leurs CP au cours de discussions privées et de débats publics interactifs; ils peuvent ensuite les utiliser pour former leur raisonnement politique et générer des jugements publics soit en public (manifestations, grèves, sondages, vote) soit en privé (<i>estime de soi</i> en société, sentiment de <i>compétence subjective</i>)
Mesures	score obtenu à des questions exclusivement dédiées au recueil de connaissances <i>préconstituées</i> sur les institutions et l'actualité politique (« <i>civics</i> »)	score obtenu à des questions portant sur des connaissances de toute nature (<i>quiz</i>) + performances mesurées à l'aide de <i>questions interactives</i> induisant des repentirs	changements d'avis successifs à l'issue de séquences de discussion contradictoire (<i>scripts</i> ; <i>entretiens en face-à-face</i>) et leur motivation+ connaissances affectivement connotées, plus chargées en émotions que les connaissances ordinaires (temps de réaction, réactions physiologiques), le tout aboutissant à des opinions post-constituées
Résultats/Apport	Les informations améliorent la <i>compétence politique objective</i> des citoyens et accroissent leur <i>implication</i> donc <i>améliorent le fonctionnement du régime représentatif</i>	Des informations <i>dissonantes et consonantes</i> nouvelles entraînent <i>révisions</i> ou <i>consolidations</i> des <i>représentations</i> sociales et politiques des citoyens mais ceci se fait dans différentes directions, parfois opposées (auto-ajustement, déni, indifférence)	Des informations inattendues dont la source est considérée comme <i>fiable</i> accroissent la propension des citoyens à émettre des jugements qui ne sont <i>pas</i> seulement <i>auto justificatifs</i> surtout dans les domaines les plus techniques ou les moins moraux. De plus, les règles de décision utilisées à propos de choix politiques <i>diffèrent</i> des règles de décision appliquées aux choix ordinaires

Si nous essayons de prendre de la hauteur et d'élargir la perspective, nous arrivons à un modèle révisé de la « compétence politique ». Dans le diagramme 1, nous ne comparons plus les explications avancées par les courants théoriques qui se sont succédé et les mesures qui en découlent logiquement, comme nous l'avons fait avec le tableau 3. Nous opposons maintenant deux conceptions philosophiques des processus d'élaboration informée de choix publics : d'un côté, la vision classique bien établie dans la science politique dominante, qui relie connaissances correctes et démocratie satisfaisante ; de l'autre côté, celle que nous proposons de lui substituer, reliant des connaissances politiquement utiles au jugement public.

De cette distinction propre à la théorie politique naît dans un second temps un modèle opérationnel d'explication empirique tout aussi global que le précédent, mais qui repose à la différence de celui-ci sur des hypothèses faites à propos du comportement observable des principales variables (diagramme 2). Bien que la présentation graphique aplatisse quelque peu les systèmes de relations entre variables explicatives et variables à expliquer, ce schéma souligne dans sa rusticité le déplacement de problématique dont nous avons parlé.

Par rapport aux conceptions de base du rôle des connaissances politiques, notre modèle a au moins deux avantages, il est plus *réaliste* et il est plus *complet*. Il est plus réaliste car plus interactif et plus proche des préoccupations des citoyens ordinaires ; mais il est aussi plus objectif, grâce à l'évacuation des problèmes liés aux buts normatifs ou utilitaires des recherches sur les connaissances politiques. Il est enfin plus *complet* grâce à l'ajout de variables peu utilisées en science politique, comme les émotions et les règles de décision ; et aussi, parce qu'il manifeste un intérêt élargi à tous les choix publics, pas seulement ceux qui sont faits à l'occasion de scrutins.

Diagramme 1 : deux visions concurrentes du rôle des connaissances politiques dans une démocratie



Cette présentation modélisée de notre propre recherche sur le jugement public est plus rigoureuse et plus détaillée que la précédente, mais elle reste provisoire. Il est donc important de rappeler ici que le présent ouvrage ne peut répondre à toutes les questions soulevées par cette modélisation large, mais à quelques unes d'entre elles seulement. Par exemple, les effets comparés des médias et des réseaux de sociabilité font actuellement l'objet d'une discussion encore inachevée au sein d'un autre programme de recherche intitulé « formation du jugement politique » qui est financé par la région Rhône-Alpes. Quand nous en aurons fini avec ce programme de recherche qui doit maintenant se poursuivre sous d'autres formes et avec d'autres financements, nous serons peut-être en mesure de couvrir l'ensemble du dispositif.

Il reste maintenant à brosser de façon sommaire un tableau assez brut des principaux résultats que ces déplacements successifs de problématique, d'objet, de méthode et d'hypothèses permettent d'obtenir, sur la base des enquêtes et expérimentations pilotes que nous avons mises au point pour nos propres besoins.

3. Les premiers résultats obtenus

Les apports de ce programme de recherche sont présentés dans les chapitres qui suivent. Trop nombreux et parfois trop complexes pour être discutés ici, nous pouvons juste en dire dans cette introduction qu'ils se répartissent en deux catégories très larges : il y a d'un côté des confirmations d'observations faites par les collègues qui nous ont précédé sur la voie des connaissances politiques en révisant le modèle *mainstream* et en s'éloignant de la conception philosophique générale de la démocratie. D'un autre côté, quelques innovations méritent d'être mentionnées dès à présent bien qu'elles doivent encore attendre pour être reconnues comme des apports nets à notre savoir dans ce domaine que soient réalisées des enquêtes et des expériences avec des effectifs suffisants et des instruments améliorés – puisque nous n'avons pour l'instant fait que des tests, réalisant des enquêtes pilotes et des expériences en modèle réduit.

□ Les *confirmations* :

- rôle des affects (Lyon), suite à l'hypothèse de « l'intelligence affective » ;
- poids des facteurs politiques comme *l'intérêt pour la politique* et la proximité ou plutôt *l'absence de proximité partisane* (Redlawsk ; Delli Carpini et Keeter).
- effets de l'information et de la contre-argumentation sur la sincérité et l'adéquation des choix (Sniderman ; Redlawsk & Lau).

- effets du temps de réaction possible sur la correction des réponses (Prior & Lupia, 2005 : plus on laisse de temps aux enquêtés, mieux ils répondent) et sur leur impact émotionnel (Martin et Brun, cet ouvrage).
 - confirmations du statut de questions de connaissances au rendement élevé, comme celle qui porte sur le placement des partis représentés à l'assemblée (Luskin, 1987 ; Luskin et Cautrès, 1999 ; Milner, 2003).
 - Confirmation de la validité de la démarche consistant à ne pas offrir explicitement le choix de ne pas répondre à une question (Luskin et Bullock, 2005, versus Mondak, 1999, 2001 ; Mondak et Creel-Davis, 2001).
- Les *innovations*
- Définition de la « politique » sans a priori (Lyon).
 - Affinement de la typologie : l'opposition experts/novices cache d'importantes nuances comme les distinctions de type lents/rapides ; corrects/plausibles/incorrects ; politisés/non politisés, etc. (Grenoble).
 - Convergence non concertée des deux équipes de psychologues lyonnais et de politistes grenoblois autour d'un nouvel objet - le raisonnement politique - ainsi substitué aux connaissances politiques puis appréhendé à l'aide de nouveaux indicateurs comme des aphorismes (Grenoble) et des règles de décision traduites en aphorismes (Lyon).
 - Bon rendement de l'indicateur « changement d'avis », en comparaison avec des rendements plus limités (Fishkin & Luskin), voire réduits (Gilliand-Lutz & Marquis)
 - La proportion changements d'avis dépend : (a) de la nature *morale* ou *sociale* du problème débattu (moins de changement sur une question morale relevant de l'intime conviction, comme l'homoparentalité ; plus de changement sur une question technique, comme le déficit des dépenses de santé, et a fortiori l'élargissement de l'Europe) ; (b) de la pertinence plus ou moins grande pour soi du problème soulevé, à l'égard duquel les opinions formées entraînent des réorganisations cognitives et comportementales plus ou moins importantes, et qui sont plus ou moins fondées sur des valeurs.
 - Une question de connaissances est particulièrement discriminante à elle seule (celle des membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU, qui confirme l'enquête ASES sur 18 pays européens et asiatiques de 2000, Schemeil, 2004). Il est vrai que cette question est la seule question Quiz pour laquelle l'enquêteur ne fournit pas à l'enquêté de liste de réponses possibles.

- Le questionnaire est efficace, il est validé par des entretiens ex post, il a été amélioré, il est prêt à être administré dans d'autres contextes à une grande échelle pour savoir s'il est capable de voyager. Les nouvelles mesures qu'il rend possibles sont les suivantes :
 - un *quiz élargi*, lequel est complété par des *scripts originaux*, les liaisons statistiques constatées étant *contrôlées* par des variables de capacités, de personnalité, d'historique individuel, et *rapportées* aux réponses données à des questions d'orientation et d'intensité de la politisation ;
 - une *combinaison de mesures quantitatives* (passation de questionnaires sous diverses formes : par téléphone et sur table) *et de mesures qualitatives* (enquête en face-à-face de validation du questionnaire CATI ; application de CAQDAS au contenu des questions ouvertes et des entretiens en profondeur) ;
 - des *analyses statistiques plus complètes et plus fines* que ce n'est l'usage dans la littérature (association d'ACM « à la française » et de régressions logistiques « à l'américaine »).

Conclusion

Notre recherche met en doute les conceptions et usages admis dans la science politique *mainstream* de la notion de « connaissances politiques ». Elle en revoit la *définition* (qu'est-ce qu'une « connaissance politique » ?). Elle reformule une *hypothèse* très habituelle dans les travaux américains (avoir des connaissances politiques est l'une des conditions nécessaires au bon fonctionnement de la démocratie) en ajoutant que de telles connaissances ne jouent ce rôle qu'en tant qu'éléments de base avec lesquelles sont fabriqués les raisonnements permettant aux citoyens d'exercer leurs droits civiques. Elle propose de nouvelles *mesures* (aux niveaux de connaissances sur les institutions et la vie politique sont ajoutées. Elle aboutit à une liste de *résultats* provisoires, obtenus grâce à des enquêtes et expériences pilotes. Celles-ci dessinent l'esquisse de ce que pourrait être notre apport original aux théories existantes une fois l'ensemble du protocole de recherche parcouru.

A l'avenir, en effet, ce programme de recherche a pour ambition de compléter la phase de *modélisation* et de *tests* de faisabilité qui s'achève par les deux autres étapes indispensables à la construction d'une explication scientifique en science politique : une *comparaison* et une *expérimentation*. La première aura pour objet d'évaluer l'effet des facteurs *institutionnels* et *culturels* sur le recueil et l'usage de connaissances politiques, mais aussi sur leur contenu,

susceptible de varier d'un pays à un autre. La seconde aura pour vocation de découvrir les facteurs *naturels* et *individuels* à l'œuvre dans les processus d'encodage et de décodage des connaissances. Nous ne poursuivrons pas notre recherche dans ces deux directions afin d'arbitrer entre explication culturaliste et explication naturaliste, mais pour mieux comprendre comment et dans quel cadre s'agrègent collectivement des comportements individuels qui sont par nature semblables dans toutes les sociétés.

Au cours de la première phase, nous avons conçu un modèle hypothético-déductif ayant abouti à la passation de questionnaires lors d'enquêtes pilotes à Lyon et à Grenoble sur un effectif total de plus d'un millier de personnes, donc à des résultats provisoires confirmant et élargissant les conclusions de nos prédécesseurs.

Lors des deux étapes suivantes, nous nous lancerons dans une *comparaison* entre sociétés voisines puis de plus en plus éloignées avec des effectifs de taille suffisante comme la région (la Rhône-Alpes, la Suisse romande et alémanique, le Canada français et anglais, la Turquie, enfin le Japon). Nos excellentes relations avec des équipes compétentes dans ces différents lieux ne doit pas faire croire que nous avons sélectionné ces terrains en fonction de la seule facilité à trouver sur place des collègues de confiance avec qui travailler : ils ont tous été soigneusement choisis afin d'évaluer l'impact sur le déroulement du raisonnement politique et du jugement public d'une autre variable que nous avons jusqu'à présent ignorée, que nous appelons « effets de contexte ».

Dans une troisième et dernière phase, nous espérons faire plus systématiquement appel à l'*expérimentation*, y compris neurocognitive, qu'il s'agisse de prolonger les mesures cutanées de transformations physiologiques réflexes, de déplacement des globes oculaires, ou d'imagerie cérébrale par IRM. Nous sommes en effet persuadés que seules de telles expériences permettront d'évaluer la spécificité des stimuli politiques par rapport aux stimuli non politiques dans les raisonnements des citoyens.

On le voit, il s'agit de la première étape d'un programme que nous avons voulu délibérément ambitieux, afin de ne pas nous limiter à une question somme toute trop technique, telle que nous l'avions posée au début (« peut-on connaître les connaissances politiques ? Définitions comparées et mesures... ») ou trop normative comme le suggérait la fin de notre sous-titre d'alors (« ... effets civiques de la compétence »). Ces problèmes ne font sens que replacés dans un ensemble d'interrogations allant des plus restreintes – comment se déroule le raisonnement fait à propos d'enjeux politiques et publics – aux plus larges – ce raisonnement et son poids varient-ils en fonction des conjonctures et des contextes ? Pour l'instant, nous invitons le lecteur et la lectrice à entrer dans un univers peu familier, celui dans lequel psychologues et politistes s'allient pour combler les lacunes que les courants sociologistes ou économicistes n'ont pas comblées dans leurs tentatives de toujours ramener les choix faits à des choix contraints. En somme, le voyage auquel nous les convions

maintenant les emmènera au-delà des frontières des variables sociales et démographiques dites lourdes, comme l'*éducation*, qui a très largement et depuis longtemps en France caché des variables plus fines comme la cognition, l'argumentation et la délibération.

Références

- Abrial, Stéphanie, Brachet, Claire, « Commentaire des questions ouvertes à l'aide du logiciel NVIVO », *Programme 'connaissances politiques'*, Grenoble, mai 2006
- Abrial, Stéphanie, Denni, Bernard, « Connaissances politiques et perception de la démocratie, en France. Résultats d'une enquête par sondage ». *Colloque annuel de la société québécoise de science politique*, Montréal, mai 2004
- Andersen, Robert, James Tilley, and Anthony F. Heath. "Political Knowledge and Enlightened Preferences: Party Choice through the Electoral Cycle." *British Journal of Political Science* 35, no. 2 (2005): 285-302
- Andersen, Robert, Anthony F. Heath, and Richard Sinnott. "Political Knowledge and Electoral Choices." 23. Oxford: Centre for Research Into elections and Social Trends, 2001
- Balme, Richard, et Bruno Cautrès, « La rationalité et les fondements sociologiques de la démocratie », *L'Année sociologique*, « Choix rationnel et vie politique », 47 (2), 1997, pp. 17-38
- Balme, Richard, Jean-Louis Marie, et Olivier Rozenberg. "Les Motifs De La Confiance (Et De La Défiance) Politique: Intérêt, Connaissance Et Conviction Dans Les Formes Du Raisonnement Politique." *Revue Internationale de Politique Comparée* 10, no. 3 (2003): 433-61
- Barabas, Jason. "Another Look at the Measurement of Political Knowledge." *Political Analysis* 10, no. 2 (2002): 1-14
- Barker, David C., and Susan B. Hansen. "All Things Considered: Systematic Cognitive Processing and Electoral Decision-Making." *The Journal of Politics* 67, no. 2 (2005): 319-44
- Barsalou, Lawrence W., "Perceptual symbol systems", *Behavioral and Brain Sciences*, 22, 4, 1999, 577-660
- Baum, Matthew A. "Soft News and Political Knowledge: Evidence of Absence or Absence of Evidence?" *Political Communication* 20, no. 2 (2003): 173-90
- Bennett, Stephen Earl. "Knowledge of Politics and Sense of Subjective Political Competence." *American Politics Quarterly* 25, no. 2 (1997): 230-40.
- Berthoz A., *La décision*, Odile Jacob, 2003.
- Bishop, George F. "Issue Involvement and Response Effects in Public Opinion Surveys." *Public Opinion Quarterly* 54, no. 2 (1990): 209-18
- Bishop, George F., Robert W. Oldendick, and Alfred Tuchfarber. "What Must My Interest in Politics Be If I Just Told You "I Don't Know"?" *Public Opinion Quarterly* 48, no. 2 (1984): 510-19
- Bennett, Stephen Earl. "Knowledge of Politics and Sense of Subjective Political Competence." *American Politics Quarterly* 25, no. 2 (1997): 230-40
- Blaug, Ricardo, "Citizenship and Political judgment: Between Discourse Ethics and *Phronesis*", *Res Publica*, 6, 2000, p. 179-198
- Bodenhausen, Galen V. "Emotions, Arousal, and Stereotypic Judgments: A Heuristic Model of Affect and Stereotyping", p. 13-37 in Diane M. Mackie and David L. Hamilton, *Affect, Cognition, and Stereotyping. Interactive Processes in Group Perception*. San Diego, Academic Press, 1993, 389 p.
- Brader, Ted. "Striking a Responsive Chord: How Political Ads Motivate and Persuade Voters by Appealing to Emotions." *American Journal of Political Science* 49, no. 2 (2005): 388-405
- Brady, Henry E., and Paul M. Sniderman. "Attitude Attribution: A Group Basis for Political Reasoning." *American Political Science Review* 79, no. 4 (1985): 1061-78
- Bréchon, Pierre, et Bruno Cautrès, dir., *Les enquêtes Eurobaromètres*, Paris, L'Harmattan, 1998
- Brignier JM, Dupont F. 2005. "Taux de réponse et qualité des enquête téléphoniques : Les enseignements des études d'audience de la Presse Quotidienne d'IPSOS et de l'étude d'audience radio et cinéma de Médiamétrie", *Décisions Marketing* 38: 47-57

- Brouillet, Thibaut, & Syssau, Arielle, « Etude du lien entre l'évaluation de la valence et les réponses verbales dans une tâche de décision lexicale : les réponses oui et non sont-elles des réponses affectives ? » *Revue canadienne de psychologie expérimentale*, 59, 4, 2005, p. 255-261
- Brugidou Mathieu, "Argumentation and Values: An Analysis of Ordinary Political Competence via Open-ended Question". *International Journal of Public Opinion Research* 15(4) 2003 : 413-430
- Brugidou Mathieu, *L'opinion et ses publics : une approche pragmatiste de l'opinion publique*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2008, 212 p.
- Burden BC, and AK. Casey, "Affect and Cognition in Party Identification". *Political Psychology* 26(6) 2005: pp. 869-886
- Caillot, Philippe, Denni Bernard. « Les attitudes politiques existent-elles ? », in : Bruno Cautrès, et Nonna Mayer, *Le Nouveau désordre électoral*, Presses de Sciences Po, 2004.
- Cacioppo, John T., and Wendi L. Gardner. "Emotion." *Annual Review of Psychology* 50, no. 1 (1999): 191-214
- Campbell, Angus, et Philipp E. Converse, Warren E. Miller, Donald E. Stokes, ed. , *The American Voter.*, Survey Research Center, University of Michigan, New-York ; London ; Sydney, John Wiley and sons, 1966, 573 p.
- Capelos, Tereza. "Political Reputations as Affective Heuristics in the Evaluation of International Policy Issues." Paper presented at the 3rd ECPR Conference, Budapest, 8-10 September 2005
- Caprara GV, Schwartz S, Capanna C, Vecchione M, Barbaranelli C. 2006. "Personality and Politics: Values, Traits, and Political Choice". *Political Psychology* 27(1): 1-28
- Cautrès, Bruno et Robert C. Luskin, *Political sophistication in France*, 6^e congrès, Association française de science politique, IEP de Rennes, 28 septembre 1999, 18 p.
- Chaiken, Shelly, "Heuristic versus Systematic Information Processing and the Use of Sources versus messages cues in Persuasion", *Journal of Personality and Social Psychology*, 39, 5, 1980, p. 752-766
- Chaiken, Shelly, et Yaacov Trope, eds., *Dual-Processing Theories in Social Psychology*, New York, The Guilford press, 1999
- Channouf, Ahmed, *Les influences inconscientes : De l'effet des émotions et des croyances sur le jugement*, Paris, Armand Colin, 2004, 192 p.
- Chambon, Michel, Gil, Sandrine, Niedenthal, Paula M., Droit-Volet, Sylvie, « Psychologie sociale et perception du temps : l'estimation temporelle des stimuli sociaux et émotionnels », *Psychologie Française*, vol 50, n° 1, 2005, p. 167-180
- Chen, Serena, et Shelly Chaiken, « The Heuristic-Systematic Model in its Broader Context », pp. 73-96 dans Shelly Chaiken et Yaacov Trope, *Dual-Processing Theories in Social Psychology*, New York, The Guilford press, 1999
- Chen, Mark & Bargh, John A., "Consequences of Automatic Evaluation: Immediate Behavioral Predispositions to Approach or Avoid the Stimulus." *Personality and Social Psychology Bulletin*, 25, 2, 1999, p. 215-224
- Chiche, Jean, et Florence haegel, « Les connaissances politiques », pp. 273-292 dans Grunberg, Gérard, Nonna Mayer, et Paul M. Sniderman, eds. *La Démocratie À L'épreuve: Une Nouvelle Approche De L'opinion Des Français*. Paris: Presses de Sciences Po, 2002.
- Chollet, Sylvie, et Dominique Valentin. "Le Degré D'expertise a-t-il Une Influence Sur La Perception Olfactive? Quelques Éléments De Réponse Dans Le Domaine Du Vin." *L'Année Psychologique*, no. 100 (2000): 11-36
- Chollet, Sylvie, Dominique Valentin, and Hervé Abdi. "Do Trained Assessors Generalize Their Knowledge to New Stimuli?" *Food Quality and Preference* 16, no. 1 (2005): 13-23
- Chollet, Sylvie, Valentin, Dominique, et Hervé Abdi. "Les Mots Du Vin: Experts Et Novices Diffèrent-Ils Quand Ils Décrivent Des Vins?" *Corpus*, no. 2 (2003): 183-200

- Civettini, Andrew, et David Redlawsk, "A Feeling Person's Game: Affect and Voter Information Processing and Learning in Campaign", paper presented at the 2005 APSA meeting in Washington
- Clore, Gerald L., Norbert Schwartz, & Michael Conway, "Affective Causes and Consequences of Social Information processing" p. 323-417 in Wyer Robert S. Jr. & Thomas K. Srull, eds., *Handbook of Social Cognition. Volume 2: Applications*. Hillsdale, Lawrence Erlbaum Associates Publishers, 2001
- Collet, Christian, Vernet-Maury, Evelyne, Delhomme, Georges, Dittmar, André, "Autonomic nervous system response patterns specificity to basic emotions." *International Journal of Psychophysiology*, 25, 1, 1997, p. 45-57
- Couper, Mick P., Roger Tourangeau, and Kristin Kenyon. "Picture This! Exploring Visual Effects in Web Surveys." *Public Opinion Quarterly* 68, no. 2 (2004): 255-66
- Coquelle, Claude, *Le psy et le politique : être soi, être citoyen*, Sprimont, Mardaga, 2002, 264 p.
- Critical Review*, Special Issue: *Rational Choice Theory and Politics*. Vol. 9, 1995
- D'Amasio, Antonio, *Descartes' Error. Emotion, Reason, and the Human Brain*, New York, Putnam, 1996/
L'erreur de Descartes, Paris, Odile Jacob, 1997
- D'Amasio, Antonio, *The Feeling of What Happens: Body and Emotion in the Making of Consciousness*, Orlando, Harcourt Brace, 1999
- Dahl, Robert Alan, "A Democratic Dilemma: System effectiveness versus Citizen Participation", *Political Science Quarterly*, 109, Spring 1994, p. 23-34
- Davis, Darren W., and Brian D. Silver. "Stereotype Threat and Race of Interviewer Effects in a Survey on Political Knowledge." *American Journal of Political Science* 47, no. 1 (2003): 33-45
- Degan, Arianna, et Antonio Merlo, "A Structural Model of Turnout and Voting in Multiple Elections", Third Version, *PIER Working Paper 07-01*, 2004
- De Fornel, Michel, et Passeron, Jean-Claude, dir. *L'argumentation : preuve et persuasion*. Paris : Ed. de l'Ecole pratique des hautes études en sciences sociales, 2002, 191 p.
- Delli Carpini, Michael X., and Scott Keeter. "Measuring Political Knowledge: Putting First Things First." *American Journal of Political Science* 37, no. 4 (1993): 1179-206
- Delli Carpini, Michael X., and Scott Keeter, *What Americans Know about Politics and Why it Matters*. New Haven, Yale University press, 1996
- Denni, Bernard, et Philippe Caillot, « Que nous apprend la méthode du vote probabiliste appliquée à la pré-campagne de l'élection présidentielle ? », *Revue Politique et Parlementaire*, 2007 : *Elections du changement ?* septembre 2007, pages 230 - 235.
- Denni, Bernard, et Philippe Caillot, « Les probabilités de vote », dans *Méthodes de sondage : applications aux enquêtes longitudinales, à la santé, aux enquêtes électorales et aux enquêtes dans les pays en développement*, sous la direction de Yves Tillé, Dunod, 2008, pages 164 – 169.
- Deschamps J.C , et J.L. Beauvois , *Des attitudes aux attributions. Sur la construction de la réalité sociale*, P.U.G, 1997.
- Dias, Maria, Antonio Roazzi, and Paul L. Harris. "Reasoning from Unfamiliar Premises. A Study with Unschooling Adults." *Psychological Science* 16, no. 7 (2005): 550-54
- Dillman DA, Christian LM. 2005. "Survey Mode as a Source of Instability in Responses across Surveys". *Field Methods* 17(1): 30-52
- Dittmar, André, "Skin thermal conductivity in cutaneous investigation." in Leveque, Jean-Luc (ed.), *Health and Disease*. Marcel Dekker INC, New York and Basel, 1989, p. 323-358
- Dixon, Norman F., *Preconscious processing*, London, Wiley, 1981, 320 p.
- Dolowitz, David, Marsh, David, "Learning from Abroad: The Role of Policy Transfer in Contemporary Policy-Making", *Governance*, 13, 1, January 2000
- Dolan, Kathleen A., and Thomas M. Holbrook. "Knowing Versus Caring: The Role of Affect and Cognition in Political Perceptions." *Political Psychology* 22, no. 1 (2001): 27-44

- Duchesne, Sophie, et Florence Haegel, « La politisation des discussions, au croisement des logiques de spécialisation et de conflictualisation », *Revue Française de Science Politique* volume 54 n°6 2004, p.877-909
- Duchesne, Sophie, et Florence Haegel, « Avoiding or Accepting conflict in Public Talk », *British Journal of Political Science*, 36, 2006
- Ekman, P., Levenson, R.W., Friesen, W.V., "Autonomic nervous system activity distinguishes between emotions." *Science*, 221, 1983, p. 1208-1210
- Eliasoph N. 1998. *Avoiding Politics. How Americans Produce Apathy in Everyday Life*. Cambridge: Cambridge University Press. 330 p.
- Elster, Jon. *Alchemies of the Mind. Rationality and the Emotions*. Cambridge: Cambridge University Press, 1999
- Elster Jon, ed., *Deliberative Democracy*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998, 282 p.
- Faucher-King, Florence, *Changing parties: An anthropology of British political party conferences*, New York : Palgrave Macmillan, 2005, 315 p.
- Esaiasson, Peter. "Will Citizens Take No for an Answer? On the Relationship between Fair Procedures and Legitimate Authorities." Paper presented at the 3rd ECPR Conference, Budapest, 8-10 september 2005
- Eveland William P., Scheufele DA. 2000. "Connecting News Media Use with Gaps in Knowledge and Participation". *Political Communication* 17: 215-37
- Eveland, William P. "The Cognitive Mediation Model of Learning from the News. Evidence from Nonelection, Off-Year Election, and Presidential Election Contexts." *Communication Research* 28, no. 5 (2001): 571-601
- Eveland, William P. "The Effect of Political Discussion in Producing Informed Citizens: The Roles of Information, Motivation, and Elaboration." *Political Communication* 21 (2004): 177-93
- Eveland, William P., and Dietram A. Scheufele. "Connecting News Media Use with Gaps in Knowledge and Participation." *Political Communication* 17 (2000): 215-37
- Favre, Pierre, et Michel Offerlé. "Connaissances Politiques, Compétence Politique? Enquête Sur Les Performances Cognitives Des Étudiants Français." *Revue Française de Science Politique* 52, no. 2-3 (2002): 201-32
- Feldman, Ofer. *Talking Politics in Japan Today*. Brighton: Sussex Academic, 2004
- Fiorina, Morris, "Rational Choice, Empirical Contributions, and the Scientific Enterprise," *Critical Review* 9 (1995), pp. 85-94
- Fishkin, James, et Luskin, Robert, *The Quest for Deliberative Democracy*, The Good Society, 1999
- Fishkin, James, and Robert Luskin, Roger Jowell, "Considered Opinions: Deliberative Polling in Britain", *British Journal of Political Science*, 32, 3, 2002, p. 455-487
- Fiske, Susan T., and Taylor, Susan E., *Social Cognition*, New York, McGraw-Hill, 1991
- Fiske, Susan T., Richard R. Lau, Richard A. Smith, « On the Varieties and Utilities of Political Expertise », *Social Cognitions*, 8, 1990, p. 31-48
- Frazer E, et K. McDonald. 2003. "Sex Differences in Political Knowledge in Britain". *Political Studies* 51: 67-83
- Fricker S, Galesic M, Tourangeau R, Yan T. 2005. "An Experimental Comparison of Web and Telephone Surveys". *Public Opinion Quarterly* 69: 370-92
- Frazer, Elizabeth, and Kenneth McDonald. "Political Knowledge in Britain." 18, 2001
- Frazer, Elizabeth, and Kenneth McDonald. "Sex Differences in Political Knowledge in Britain." *Political Studies* 51 (2003): 67-83

- Fricker, Scott, Mirta Galesic, Roger Tourangeau, and Ting Yan. "An Experimental Comparison of Web and Telephone Surveys." *Public Opinion Quarterly* 69, no. 3 (2005): 370-92
- Galston, William A. "Political Knowledge, Political Engagement, and Civic Education." *Annual Review of Political Science* 4, no. 1 (2001): 217-34
- Gamson, William, *Talking Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992
- Garrison, Jean, "Foreign Policymaking and Group Dynamics: Where We've Been and Where We're Going", *International Studies Review*, vol. 5, n° 2, June 2003, p. 177-183
- Gardner, Howard, *Intelligence Reframed : Multiple Intelligences for the 21st Century*, New York, Basic Books, 2000.
- Gause, F. Gregory III, "Iraq decisions to go to war", 1980 and 1990, *Middle East Journal*, 56, 1, 2002, 47-70
- Gaxie, Daniel, *Le cens caché*, Paris, Seuil, 1978/1986
- Gaxie, Daniel, "Les critiques profanes de la politique. Enchantements, désenchantements, réenchantements", in Jean-Louis Briquet et Philippe Garraud, dir., *Juger la politique*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2001, p. 217-240
- Gaxie, Daniel, "Compétence politique et accès à la parole publique", Communication au séminaire sur "la Genèse, les usages et les formes de l'opinion publique contemporaine", organisé par le Département de science politique de l'Institut des affaires publiques de l'Université du Chili et par l'École de science politique de l'Université Diego Portales, Santiago, 6 octobre 2003
- Gaxie, Daniel, « La compétence politique », *Revue Française de Science Politique*, 2008
- Gaziano, Cecilie. "Comparative Analysis of within-Household Respondent Selection Techniques." *Public Opinion Quarterly* 69, no. 1 (2005): 124-57
- Gerber, Alan S., Green, Donald P., & Christopher W. Larimer, "Social pressure and Voter Turnout: Evidence from a Large Scale Field Experiment", *Experimental Methods in the Social Sciences*, Paris, FNSP, January 2007, 19-20, 32 p.
- Geva, Nehemia, & Skorick, J. Mark, "The Emotional calculus of Foreign Policy Decisions: Getting Emotions out of the Closet", p. 209-228 in Redlawsk, David, (dir.), *Feeling Politics: I*, Palgrave, 2006
- Geva, Nehemia & Skorick, J. Mark, "The emotional Calculus of Foreign policy decisions: Getting out of the closet, p. 229 in Redlawsk, David & Lau, Richard, *How Voters Decide: Information Processing During Election Campaigns*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006, 366 p.
- Ginges, Jeremy. "Youth Bulges, Civic Knowledge, and Political Upheaval." *Psychological Science* 16, no. 8 (2005): 659-60
- Glaser, Jack, and Peter Salovey. "Affect in Electoral Politics." *Personality and Social Psychology Review* 2, no. 3 (1998): 156-72
- Gordon, Stracey B. & Gary M. Segura, "Cross-National Variation in the Political Sophistication of Individuals: Capability or Choice?", *The Journal of Politics*, 59 (1), February 1997: 126-147
- Grémy, Jean-Paul. "Les Expériences françaises sur la formulation des questions d'enquête." *Revue française de sociologie*, no. 28 (1987): 567-99
- Grémy, Jean-Paul. "Premiers résultats d'une expérimentation sur la formulation des questions d'enquête." *La Lettre du LASMAS*, no. 6 (1989): 3-11
- Grémy, Jean-Paul. "La formulation des questions d'enquête : son effet sur les réponses." In *La Qualité De L'information Dans Les Enquêtes*, edited by Ludovic Lebart, 97-114. Paris: Dunod, 1992
- Grémy, Jean-Paul. "Questions et réponses : quelques résultats sur les effets de la formulation des questions dans les sondages." *Sociétés Contemporaines*, no. 16 (1993): 165-76
- Groves, Robert M., Stanley Presser, and Sarah Dipko. "The Role of Topic Interest in Survey Participation Decisions." *Public Opinion Quarterly* 68, no. 1 (2004): 2-31

- Grunberg, Gérard, Nonna Mayer, et Paul M. Sniderman, eds. *La démocratie à l'épreuve: une nouvelle approche de l'opinion des Français*. Paris: Presses de Sciences Po, 2002
- Haladyna, Thomas M., and Steven M. Domning. "How Many Options Is Enough for a Multiple-Choice Test Item." *Educational & Psychological Measurement* 53, no. 4 (1993): 999-1010
- Hamill, Ruth, & Milton Lodge, Frederic Blake, "The Breadth, Depth and Utility of Class, Partisan, and Ideological Schemata, *American Journal of Political Science*, 29, 1985: 850-870
- Harkness, Janet. "In Pursuit of Quality: Issues for Cross-National Survey Research." *International Journal of Social Research Methodology* 2, no. 2 (1999): 125-40
- Hart, Daniel, Robert Atkins, Patrick Markey, and James Youniss. "Youth Bulges in Communities. The Effects of Age Structure on Adolescent Civic Knowledge and Civic Participation." *Psychological Science* 15, no. 9 (2004): 591-97
- Hart, Daniel, Robert Atkins, and James Youniss. "Knowledge, Youth Bulges, and Rebellion." *Psychological Science* 16, no. 8 (2005): 661-62
- Heath, Anthony F., Robert Andersen, and Richard Sinnott. "Do Less Informed Voters Make Mistakes? Political Knowledge and Electoral Choice." 19. Oxford: Centre for Research Into Elections and Social Trends, 2002
- Heath, Anthony F., and James Tilley. "Political Knowledge and Values in Britain, 1983-1997." 26. Oxford: Centre for Research Into Elections and Social Trends, 2003
- Heuer, Friderike, and Daniel Reisberg. "Vivid Memories of Emotional Events: The Accuracy of Remembered Minutiae." *Memory & Cognition* 18, no. 5 (1990): 496-506
- Herrmann, Richard K., Voss, James F., Schooler, Tonya Y. E., Ciarrochi, Joseph, "Images in International Relations: An Experimental Test of Cognitive Schemata", *International Studies Quarterly*, Vol., N° 3, 1997, pp. 403-433
- Hirschmann, A., *Les passions et les intérêts : Justifications politiques du capitalisme avant son apogée*, Paris, PUF, 1997, 135 p.
- Hoslti, Ole R., "The Value of International Tension Measurement", *The Journal of Conflict Resolution*, Vol. 7, No. 3, 1962 (Sep., 1963), pp. 608-617.
- Howe P. 2006. "Political Knowledge and Electoral participation in the Netherlands: Comparison with the Canadian Case". *International Political Science Review* 27(2): 137-166
- Huddy, Leonie, and Anna H. Gunthorsdottir. "The Persuasive Effects of Emotive Visual Imagery: Superficial Manipulation or the Product of Passionate Reason?" *Political Psychology* 21, no. 4 (2000): 745-78
- Huddy, Leonie, et Stanley Feldman, Charles Taber, Gallya Lahav. 2005. "Threat, Anxiety, and Support for Antiterrorism Policies." *American Journal of Political Science* 49(3): 593-608
- Huddy, Leonie, and Anna H. Gunthorsdottir. "The Persuasive Effects of Emotive Visual Imagery: Superficial Manipulation or the Product of Passionate Reason?" *Political Psychology* 21, no. 4 (2000): 745-78
- Huddy, Leonie, Stanley Feldman, and Erin Cassese, "The Distinct Effects of Anger and Anxiety on American Reactions to the Iraq War", Paper presented at the 3rd ECPR Conference, Budapest, 8-10 September 2005, publié sous le titre "On the distinct Political Effects of Anger and Anxiety" pp. 202-230 dans Neuman, Russell, George E. Marcus, Ann N. Crigler, et Michael Mackuen, *The Affect Effect, Dynamics of Emotion in political Thinking and Behavior*, Chicago, The University of Chicago Press, 2007, 453 p.
- Isbell, Linda M., & Victor C. Ottati, Kathleen Burns, "Affect and politics: effects on judgment, processing, and Information Seeking", p. 56-86 in Redlawsk, David P. ed. *Feeling Politics: Emotion in Political Information Processing*, London, Palgrave, New York, Macmillan, 2006
- Isen, Alice M. "The Influence of Positive Affect on Decision Making and Cognitive Organization." *Advances in Consumer Research* 11, no. 1 (1984): 534-37

- Iyengar, Shanto & Victor Ottati, "Cognitive Perspective in Political Psychology", p. 143-187 in Robert S. Wyer Jr. & Thomas K. Srull, eds., *Handbook of Social Cognition, Volume 2, Applications*
- Iyengar, Shanto & Donald R. Kinder, *News That matters. Television and American Opinion*, Chicago, The University of Chicago press, 1987
- Jaffré, Jérôme, et Muxel, Anne, "S'abstenir : hors du jeu ou dans le jeu politique ? », p. 19-52 in Pierre Bréchon, Annie Laurent, Pascal Perrineau, *Les cultures politiques des Français*, Paris, presses de Sciences Po, 2000
- Jeannerod, Marc, *The cognitive neuroscience of action*. Oxford, Blackwell, 1997
- Jennings, M. Kent, and Vicki Zeitner. "Internet Use and Civic Engagement: A Longitudinal Analysis." *Public Opinion Quarterly* 67, no. 3 (2003): 311-34.
- Kaase M et Ken Newton, *Beliefs in Government*, Oxford, Oxford University Press, 1995.
- Kahneman D., Slovic P., et A. Tversky (dir.), *Judgment under uncertainty: heuristics and biases*, Cambridge University Press 1982.
- Kanner, Michael D., « Framing and the Role of the Second Actor: An Application of prospect theory to bargaining », *Political Psychology*, 25 (2), 2004, p. 213-239
- Keller, Matthew C., Barbara L. Fredrickson, Osear Yharra, Stéphane Côté, Kareem Johnson, Joe Mikels, Anne Conway, and Tor Wager. "A Warm Heart and a Clear Head. The Contingent Effects of Weather on Mood and Cognition." *Psychological Science* 16, no. 9 (2005): 724-31
- Kensinger, Elizabeth A., and Suzanne Corkin. "Two Routes to Emotional Memory: Distinct Neural Processes for Valence and Arousal." *Proceedings of the National Academy of Sciences* 101, no. 9 (2004): 3310-15
- Kenski, Kate. "Testing Political Knowledge: Should Knowledge Questions Use Two Response Categories or Four?" *International Journal of Public Opinion Research* 15, no. 2 (2003): 192-200
- Koenig, O., & Hauert, C.-A., « Construction de l'objet chez l'enfant de 5 à 9 ans: Approche dichhaptique ». *Cahiers de Psychologie Cognitive*, 6, 1986, 21-39
- Kuklinski, James H., ed. *Citizens and Politics. Perspectives from Political Psychology*. Cambridge: Cambridge University Press, 2001
- Kuklinski, James H., & paul J. Quirk, "Conceptual Foundations of Citizen Competence", *Political Behavior*, 23 (3), September 2001, p. 285-311
- Kwak N, Williams AE, Wang X, Lee H. 2005. "Talking Politics and Engaging Politics: An Examination of the Interactive Relationship Between Structural Features of political Talk and Discussion Engagement". *Communication Research* 32(1): 87-111
- Lafay, Jean-Dominique, « Chômage et comportements politiques : bilan des analyses économétriques » *Revue Française de Science Politique*, Volume 32, Numéro 4, 1982, , pp. 692-702.
- Landrum, Eric R., and Jeffrey R. Cashin. "More Evidence in Favor of Three-Option Multiple-Choice Tests.", *Educational & Psychological Measurement* 53, no. 3 (1993): 771-78
- Larsen, Randy, J., "The case of automatic vigilance", *Emotion and cognition*, 2004, 18, 11
- Lavau, Georges, « L'électeur devient-il individualiste ? » dans Pierre Birnbaum et Jean Leca (sous la direction de), *Sur l'individualisme, théories et méthodes*, Paris: Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1986, 379 p.
- Laver, Mick. (ed.), "How should we measure the policy positions of political actors?", pp 239-44 in Mick Laver, ed., *Estimating the Policy Positions of Political Actors*. London, Routledge, 2001.
- Laver, Mick, and Kenneth Benoit, "Estimating party policy positions: comparing expert surveys and hand-coded content analysis." *Electoral Studies* 26:1, 2006, 90-107
- Lau, Richard R., & David P. Redlawsk, "An Experimental Study of Information Search, Memory, And Decision Making During a Political Campaign", in James Kuklinski, ed., *Citizens and Politics: Perspectives from Political Psychology*, New York, Cambridge University press, 2001

- Lawson, Anton E. "How Do Humans Acquire Knowledge? And What Does That Imply About the Nature of Knowledge?" *Science & Education* 9, no. 6 (2000): 577-98.
- Leca, Jean et Bruno Jobert, « Le dépérissement de l'Etat », *Revue Française de Science Politique*, n°2, 1980.
- Lecomte, Patrick, et Bernard Denni. *Sociologie du politique*. Tomes 1 et 2. Nouvelle édition revue et augmentée - Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble (P.U.G.), septembre 1999, 208 p. et 160 p. (collection Le Politique en Plus). Voir en particulier : Tome 1 chapitre 3 « Les déterminations du politique : les structures sociales » et Tome 2 chapitre 8 de cet ouvrage : « La participation politique : les rites civiques ».
- Le Ny, Jean-François, *Comment l'esprit produit du sens*, Odile Jacob, 2005.
- Lewandowsky, Stephan, Werner G. K. Stritzke, Klaus Oberauer, and Michael Morales. "Memory for Fact, Fiction, and Misinformation. The Iraq War 2003." *Psychological Science* 16, no. 3 (2005): 190-95.
- Lewis-Beck, Michael, "Polls Fail in France: Forecasts of the 1997 Legislative Election," with Bruno Jérôme and Véronique Jérôme, *International Journal of Forecasting*, Vol.15 (No.2, April), 1999, pp.163-174.
- Lewis-Beck, Michael, "Comparaison de Préviation des Élections Présidentielles en France et aux États-Unis," *Journal de la Société de Statistique de Paris*, tome 136, no.1, 1995, pp.29-45.
- Lewis-Beck, Michael, "Forecasting the 2007 French Presidential Election: Ségolène Royal and the Iowa Model," with Eric Bélanger, Christine Fauvelle-Aymar, *French Politics*, Vol.6, No.2, 2008.
- Leyens J.Ph, et J.L. Beauvois, *L'ère de la cognition*, P.U.G 1997.
- Lodge, Milton, Kathleen M. McGraw, and Patrick Stroth. "An Impression-Driven Model of Candidate Evaluation." *American Political Science Review* 83, no. 2 (1989): 399-420
- Lodge, Milton, & Charles Taber, « Three Steps toward a Theory of Motivated Political Reasoning », in Arthur Lupia, Matthew McCubbins & Samuel Popkin, eds., *Elements of Political reason: Understanding and Expanding the Limits of Rationality*, London, Cambridge University press, 2000
- Lodge, Milton, Charles Taber & Chris Weber. "The Measure and Mismeasure of Emotion", in David Rejlask, *Feeling Politics*
- Lupia, Arthur. "What We Should Know: Can Ordinary Citizens Make Extraordinary Choices?" Paper presented at the Making Big Choices: Individual Opinion Formation and Societal Choice, Weatherhead Center for International Affairs, Center for Basic Research in the Social Sciences, Harvard University, 25-26 may 2000
- Lupia, Arthur. "Can Political Institutions Increase Citizens' Competence? Findings from a Formal Model and Two Experiments." In *Politics from Anarchy to Democracy: Rational Choice in Political Science*, edited by Irwin Morris, Joe A. Oppenheimer and Karol Soltan, 132-56. Stanford, CA: Stanford University Press, 2004
- Lupia, Arthur, and Mathew D McCubbins. *The Democratic Dilemma. Can Citizens Learn What They Need to Know?* Cambridge: Cambridge University Press, 1998
- Lupia, Arthur, Mathew D McCubbins, and Samuel L. Popkin, eds. *Elements of reason : cognition, choice, and the bounds of rationality*. Cambridge, Cambridge University press, 2000, 330 p.
- Luskin, Robert C. "Measuring Political Sophistication." *American Journal of Political Science* 31, no. 4 (1987): 856-99
- Luskin, Robert C., et Bruno Cautrès. "Measuring Political Sophistication in France: First Results." Papier présenté au VIème Congrès de l'Association Française de Science Politique, Rennes, 28 septembre - 1er octobre 1999
- Luskin, Robert C., et John Bullock, "Measuring Political Knowledge », ECPR, general Conference Budapest, 3 août 2006
- Manin, Bernard. *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, seuil, 1996/ *The principles of Representative Government*. Cambridge: Cambridge University Press, 1997

- Marcus, George E. "Emotions in Politics." *Annual Review of Political Science* 3, no. 1 (2000): 221-50
- Marcus, George E. *The Sentimental Citizen. Emotion in Democratic Politics*. University Park: The Pennsylvania State University Press, 2002 (traduction française : *Le citoyen sentimental*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2008)
- Marcus, George E., W. Russell Neuman, and Michael MacKuen. *Affective Intelligence and Political Judgment*. Chicago: The University of Chicago Press, 2000
- Marcus, George E. & John L. Sullivan, Elizabeth Theiss-Morse & Daniel Stevens, "The Emotional Foundation of Political Cognition: The Impact of extrinsic Anxiety on the Formation of Political Tolerance Judgments", *Political Psychology*, 26 (6), 2005: 949-963
- Marcus, George E., et Michael B. MacKuen, "Anxiety, Enthusiasm, and the Vote: The Emotional Underpinnings of Learning and Involvement During Presidential Campaigns." *American Political Science Review* 87 (3) 1993, p. 672-685
- Marcus, George E. & Michael MacKuen, Jenny Wolak, & Luke Keele, « The Measure and Mismeasure of Emotions », p. 31-67 in Redlawsk, David P. ed. *Feeling Politics: New Research into Emotion and Political Action*, 2006.
- Marie, Jean-Louis, et Barbara Romagnan. "Politiques Publiques Et Confiance Politique." Papier présenté à la journée d'étude du CEVIPOF sur "les transformations de la démocratie: crise ou recomposition, Paris, 13 décembre 2001.
- Marie, Jean-Louis, "Les études de cognition sociale et la phénoménologie de Schütz: Une Double Perspective Pour Éclairer La Production Des Jugements Politiques Ordinaires." In *L'ordinaire, Modes d'accès et pertinence pour les sciences sociales et humaines*, édité par Jean-Louis Marie, Philippe Dujardin et Richard Balme, 307-38. Paris: L'Harmattan, 2002.
- Marie, Jean-Louis 2003 : « Les motifs de la confiance (et de la défiance) politique : intérêt, connaissance et conviction dans les formes du raisonnement politique », avec Richard Balme et Olivier Rosenberg, in : *Revue Internationale de Politique Comparée*, vol 10, n°3, 2003, pp 433-461.
- Marie, Jean-Louis. 2005. « L'ouverture croissante de la science politique à la psychologie sociale », in : *Hermès*, n°41, 2005, pp. 141-151.
- Marie Jean-Louis 2007, *La psychologie politique saisie par les sciences cognitives, vers l'inéluctable prise en compte du temps long de l'évolution ?*, communication table ronde n°2 "Comment concevoir et saisir les temporalités du vote", congrès AFSP, Toulouse 2007.
- Marie Jean-Louis 2008, « Entre débat scientifique et querelle politique : la réception des sciences cognitives par la science politique », *Actes du colloque GREPH "la vie politique de la science"*, Lyon 15-17 mars 2007, à paraître.
- Marie, Jean-Louis et Yves Schemel, « Resistance to Political Psychology in French Political Science: How to Fight Path Dependency », World Congress of the International Society for Political Psychology, Paris, Août 2008.
- Marquis, Lionel, and Karin Gilland Lutz. "Changing Attitudes toward Eu Membership in Switzerland: An Experimental Study." Paper presented at the 3rd ECPR Conference, Budapest, 8-10 september 2005
- Martin, Robert, « La pensée humaine et sa modélisation : un modèle structuro-fonctionnel ou une entreprise complexe ». In B. Cadet (Ed.): *La complexité : ses formes, ses traitements, ses effets*, colloque de Caen, 19-21 septembre 2002. Actes in *Cahiers de la MRSH*, Caen, MRSH , numéro spécial 04-2005, pp 19-20
- Mayer, Nonna, "La consistance des opinions" in Grunberg, Gérard, Nonna Mayer, et Paul M. Sniderman, eds. *La Démocratie à l'épreuve: Une nouvelle approche de l'opinion des Français*. Paris: Presses de Sciences Po, 2002
- Mercer, Jonathan, "Rationality and Psychology in International Politics", *International Organization*, 59, Winter 2005, p.77-106
- Meirick, Patrick C., and Daniel B. Wackman. "Kids Voting and Political Knowledge: Narrowing Gaps, Informing Votes." *Social Science Quarterly* 85, no. 5 (2004): 1161-77

- Michelat, Guy, et Michel Simon. "Ce que peuvent signifier les sans-réponse à des questions d'opinion : défaut ou source d'information?" In *La Qualité De L'information Dans Les Enquêtes*, édité par Ludovic Lebart, 187-225. Paris: Dunod, 1992
- Miller, Georges, "The magical number seven plus or minus two: some limits of our capacity for processing information", *Psychological Review*, 1959, 63, p. 81-97
- Miller, Warren E. et J. Merrill Shanks, *The New American Voter*, Cambridge, Harvard University Press, 1996
- Milner, Henry. "Civic Literacy in Comparative Context." *Policy Matters* 2, no. 2 (2001): 2-40
- Milner, Henry. "The Voters' Paradox: Bringing Back the Knowledge Dimension." Paper presented at the 52nd Annual Conference of the PSA 'Making Politics Count', University of Aberdeen, Scotland, 5-7 April 2002
- Milner, Henry. *Civic literacy: How Informed Citizens Make Democracy Work*, Hanover ; London, Tufts University, 2002, 293 p. [traduit par Olga Berseneff sous le titre : *La compétence civique : comment les citoyens informés contribuent au bon fonctionnement de la démocratie*, Laval, Presses de l'Université Laval, 2004, 388 p.]
- Milner, Henry. "Creating an Instrument for Testing Political Knowledge." Paper presented at the 2nd ECPR Conference, Marburg Germany, september 2003
- Milner, Henry. "Are Young Canadians Becoming Political Dropouts?" *IRPP Choices* 11, no. 3 (2005): 1-26
- Mondak, Jeffery J. "Reconsidering the Measurement of Political Knowledge." *Political Analysis* 8, no. 1 (1999): 57-82
- Mondak, Jeffery J. "Developing Valid Knowledge Scales." *American Journal of Political Science* 45, no. 1 (2001): 224-38
- Mondak, Jeffery J., and Belinda Creel Davis. "Asked and Answered: Knowledge Levels When We Will Not Take "Don't Know" for an Answer." *Political Behavior* 23, no. 3 (2001): 199-224
- Moy, Patricia, Marcos Torres, Keiko Tanaka, and Michael R. McCluskey. "Knowledge or Trust? Investigating Linkages between Media Reliance and Participation." *Communication Research* 32, no. 1 (2005): 59-86
- Muhlberger, Peter. "Moral Reasoning Effects on Political Participation." *Political Psychology* 21, no. 4 (2000): 667-95
- Nai, Alessandro, "Cognitive Profiles an Direct democracy; How Do Citizens process the Information they Need?", paper presented to the International Society of Political Psychology annual meeting in Portland, July 4-7 2007
- Neuman, Marcus, Crigler, Mackuen, « Theorizing Affects' Effects », 1-20 in Russell Neuman, George E. Marcus, Ann N. Crigler, et Michael Mackuen, *The Affect Effect, Dynamics of Emotion in political Thinking and Behavior*, Chicago, The University of Chicago Press, 2007.
- Neuman, Russell, George E. Marcus, Ann N. Crigler, et Michael Mackuen, *The Affect Effect, Dynamics of Emotion in political Thinking and Behavior*, Chicago, The University of Chicago Press, 2007, 453 p.
- Nicolet, Sarah. "How Do Citizens Make Their Choice in Elections to the European Parliament? A Reassessment of the "Second-Order Election Model"." Paper presented at the Staff meeting of the Department of Political Science, University of Geneva, 7 June 2004.
- Nye J, Zelikow P.D, et D.C King, *Why People Don't Trust Government*, Cambridge Mass, Harvard University Press, 1998.
- Norris Pipa, *Critical Citizens, Global Supports for Democratic Government*, Oxford, Oxford University Press, 1998.
- Ost, D. 2004. "Politics as the Mobilization of Anger. Emotions in Movements and in Power". *European Journal of Social Theory* 7 (2): 229-244
- Ottati, Victor C., "Determinants of Political judgments: The Joint Influence of Normative and Cognitive Rules", *Political Behavior*, June 1990, 12 (2), *Cognition and Political Action*, p. 159-179

- Page, Benjamin I., Robert Y. Shapiro, and Glenn R. Dempsey. "What Moves Public Opinion." *American Political Science Review* 81, no. 1 (1987): 23-43
- Passeron, Jean-Claude, *Le raisonnement sociologique : un espace non poppérien de l'argumentation*, Paris, Albin Michel, 2006, 666 p.
- Perrineau, Pascal 1985. « La dimension cognitive de la culture politique. Les Français et la connaissance du système politique ». *Revue Française de Science Politique* 35: 72-90
- Peterson, RA. 1994. "A Meta-analysis of Cronbach's Coefficient Alpha". *Journal of Consumer Research* 21(2): 381-391
- Pierce R, Converse PE. 1990. "Attitudinal sources of protest behavior in France: differences between before and after measurement". *Public Opinion Quarterly* 54: 295-316
- Piéron, Henri, *Vocabulaire de la psychologie*, Paris, PUF (1ère Ed. : 1951), 1979, 571 p.
- Petty, Richard E., Joseph R. Priester & Duane T. Wegener, "Cognitive Processes in Attitude Changes", p. 69-142 in Wyer Robert S. Jr. & Thomas K. Srull, eds., *Handbook of Social Cognition, Volume 2, Applications*. Hillsdale, Lawrence Erlbaum Associates Publishers, 1994, 466 p.
- Piaget, Jean, *Epistémologie des sciences de l'homme*, Paris, Piaget, Roy, and Philip E. Converse. "Attitudinal Sources of Protest Behavior in France: Differences between before and after Measurement." *Public Opinion Quarterly* 54, no. 3 (1990): 295-316
- Pizzorno, Alessandro, « Sur la rationalité des choix démocratiques », dans Pierre Birnbaum et Jean Leca (sous la direction de), *Sur l'individualisme, théories et méthodes*, Paris: Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1986, 379 p.
- Presser, Stanley, and Johnny Blair. "Survey Pretesting: Do Different Methods Produce Different Results?" *Sociological Methodology* 24, no. 1 (1994): 73-104
- Presser, Stanley, Mick P. Couper, Judith T. Lessler, Elizabeth Martin, Jean Martin, Jennifer M. Rothgeb, and Eleanor Singer. "Methods for Testing and Evaluating Survey Questions." *Public Opinion Quarterly* 68, no. 1 (2004): 109-30
- Prior, Markus 2002. "Political Knowledge after September 11". *Political Science & Politics*: 523-530
- Prior, Markus. "Any Good News in Soft News? The Impact of Soft News Preference on Political Knowledge." *Political Communication* 20, no. 2 (2003): 149-71
- Prior, Markus. "News Vs. Entertainment: How Increasing Media Choice Widens Gaps in Political Knowledge and Turnout." *American Journal of Political Science* 49, no. 3 (2005): 577-92
- Prior, Markus, and Arthur Lupia. "Political Knowledge under Respondent-Friendly Conditions (or What Citizens Know Depends on How You Ask Them)." Paper presented at the APSA Annual Meeting 'Mobilizing Democracy', Washington USA, 1-4 september 2005
- Przeworski, Adam, and Henry Teune. "Equivalence in Cross-National Research." *Public Opinion Quarterly* 30, no. 4 (1966): 551-68
- Putnam, Robert, and Susan Pharr, eds. *Disaffected Democracies. What's Troubling the Trilateral Countries?* Princeton, N.J.: Princeton University Press, 2000
- Putnam R. 2000. *Bowling Alone: The Collapse and Revival of American Community*. New York: Simon & Schuster. 541 p.
- Redlawsk, David P. et Lau, Richard R., « Voting Correctly », *American Political Science Review*, 91 (3) September 1997: 585-598
- Redlawsk, David P. et Lau, Richard R., « Advantages and Disadvantages of Cognitive Heuristics in Political Decision Making », *American Political Science Review*, 45 (4) October 2001: 951-971
- Redlawsk, David P. et Lau, Richard R., "I Like Him, But...: Vote Choice When Candidate Likeability and Closeness on Issues Clash", in Redlawsk, David P. ed., *Feeling Politics*, 2006
- Redlawsk, David P., "What Voters Do: Information Search During Election Campaign", *Political Psychology*, 25 (August) 2004.: 595-610

- Redlawsk, David P. ed. *Feeling Politics: Emotion in Political Information Processing*, London, Palgrave, New York, Macmillan, 2006
- Redlawsk, David P., "Motivated Reasoning, Affect, and the Role of Memory in Voter Decision-Making" in Redlawsk, David P. ed. *Feeling Politics: Emotion in Political Information Processing*, London, Palgrave, New York, Macmillan, 2006
- Redlawsk, David P., "Feeling Politics: New Research into Emotion and Politics", p. 1-10 in Redlawsk, David P. ed. *Feeling Politics: Emotion in Political Information Processing*, London, Palgrave, New York, Macmillan, 2006
- Rains, Joanne W., and Paul Barton-Kriese. "Developing Political Competence: A Comparative Study across Disciplines." *Public Health Nursing* 18, no. 4 (2001): 219-24
- Ric F. 2004. "Effects of the Activation of Affective information on Stereotyping: When Sadness Increases Stereotype use". *Personality and Social Psychology Bulletin* 30(10): 1310-1321
- Riggle, Ellen D., and Victor Ottati, Robert S. Wyer, James Kuklinski, and Norbert Schwartz, "Bases of Political Judgment: The Role of Stereotypic and Nonstereotypic Information", *Political Behavior*, 14 (1) 1992: 67-87
- Rodriguez, Michael C. "Three Options Are Optimal for Multiple-Choice Items: A Meta-Analysis of 80 Years of Research." *Educational Measurement: Issues and Practice* 24, no. 2 (2005): 3-13
- Rose, Lawrence E. "Local Political Participation in Denmark and Norway: Does Political Knowledge Make a Difference?" Paper presented at the ECPR Joint Sessions of Workshops, Torino, Italy, 22-27 march 2002
- Rosema, Martin. "Passion Beats Reason. Emotionality Versus Rationality in Vote Choice." Paper presented at the 3rd ECPR Conference, Budapest, 8-10 september 2005
- Sanbonmatsu, Kira. "Political Knowledge and Gender Stereotypes." *American Politics Research* 31, no. 6 (2003): 575-94
- Sears, O., Huddy, L., Jervis, R., *Oxford Handbook of Political Psychology*, Oxford UP, 2003, 832 p.
- Saris, William E., and Paul M. Sniderman. *Studies in Public Opinion: Attitudes, Nonattitudes, Measurement Error, and Change*. Princeton, N.J.: Princeton University Press, 2005
- Saward M (ed). 2000. *Democratic Innovations: Deliberation, Association, and Representation*. London: Routledge. 242 p.
- Schaeffer, Nora Cate, and Stanley Presser. "The Science of Asking Questions." *Annual Review of Sociology* 29, no. 1 (2003): 65-88
- Schelling, Thomas C. 1978. *Micromotives and Macrobehavior*. New York: Norton
- Schemeil, Yves, 1999. « Dans la forêt magique des Eurobaromètres », p. in Pierre Bréchon et Bruno Cautrès, *Les enquêtes Eurobaromètres*, L'Harmattan
- Schemeil, Yves, 2001 « Information politique et formation des compétences cognitives en Europe », dans J.Gerstlé, *Les effets d'information en politique*, Paris, L'Harmattan
- Schemeil Yves. 2004. "From French nationalism to European Cosmopolitanism", dans T. Inoguchi, et alii, eds., *A Comparative survey on Europe and Asia*, Tokyo, Institute of Oriental Culture, *IOC Discussion Paper N°13*, 49 p.
- Schemeil Yves. 2007a « *Cognition et décision : la formation du jugement public et sa mesure* », Québec, Université Laval, 26 mai
- Schemeil Yves. 2007b « *Combining Quantitative and Qualitative Studies: The case of political Knowledge* », Congrès de l'AFSP, Toulouse, 5 Septembre
- Schemeil Yves. 2008. « Comparing international data sets on political knowledge », ECPR joint sessions, Rennes, 12-15 avril

- Schreiber, Darren, "Political Cognition asocial Cognition: Are We All Political Sophisticates?", pp. 48-70 dans Neuman, Russell, George E. Marcus, Ann N. Crigler, et Michael Mackuen, *The Affect Effect, Dynamics of Emotion in political Thinking and Behavior*, Chicago, The University of Chicago Press, 2007, 453 p.
- Schuman, Howard. "Ordinary Questions, Survey Questions, and Policy Questions." *Public Opinion Quarterly* 50, no. 3 (1986): 432-42
- Schuman, Howard, and Stanley Presser. *Questions and Answers in Attitude Surveys. Experiments on Question Form, Wording, and Context*. London: Sage Publication, 1996.
- Schütz, Alfred. "Le chercheur et le quotidien", Paris, Méridiens Klincksieck, 1987 traduction d'articles choisis extraits des *Collected Papers, Tome I "The problem of social reality" (1962) ; Tome II "Studies in social theory" (1964), Tome III "Studies in Phenomenological Philosophy (1970)*, Martinus Nijhoff, La Hague.
- Schwarz, Norbert. "Emotion, Cognition, and Decision-Making." *Cognition and Emotion* 14, no. 4 (2000): 443-40
- Schwarz, Norbert. "When Thinking Feels Difficult: Meta-Cognitive Experiences in Judgment and Decision Making, *Medical Decision Making*, 2004
- Schwartz Shlomo. 1994. "Are There Universal Aspects in the Structure and Contents of Human Values?". *Journal of Social Issues* 50(4): 19-45
- Schwartz S. 1999. "A Theory of Cultural Values and Some Implications for Work". *Applied Psychology: An International Review* 48(1): 23-47
- Schwartz S, Sagiv L, Boehnke K. 2000. "Worries and Values". *Journal of Personality* 68(2): 309-346
- Sears, David O., and Nicholas A. Valentino. "Politics Matters: Political Events as Catalysts for Preadult Socialization." *American Political Science Review* 91, no. 1 (1997): 45-65
- Sears, O., Hudddy, Leonie., Jervis, Robert, *Oxford Handbook of Political Psychology*, Oxford, Oxford UP, 2003, 832 p.
- Selznick, Gertrude J. & Stephen Steinberg, *The Tenacity of Prejudice: Anti-Semitism in Contemporary America*, New York, Harper, 1969, 248 p.
- Simon, Herbert, "Human Nature in Politics: The Dialogue of Psychology with political Science", *American Political science Review*, 79, 2, June 1985, p; 293-304
- Sniderman, Paul M., Richard A. Brody, and Philip E. Tetlock. *Reasoning and Choice. Explorations in Political Psychology*. Cambridge: Cambridge University Press, 1994
- Sniderman, Paul M., Simon Jackman et Vincent Tiberj, « Argumentation et raisonnement politique », p. 239-272 dans Grunberg, Gérard, Nonna Mayer, et Paul M. Sniderman, eds. *La Démocratie à l'épreuve: Une nouvelle approche de l'opinion des Français*. Paris: Presses de Sciences Po, 2002
- Sniderman, Paul M., Philip E. Tetlock & Laurel Elms, "Public opinion and Democratic Politics: The Problem of Nonattitudes and the Social Construction of Judgment", in James Kuklinski, ed., *Citizens and Politics: Perspectives from Political Psychology*, New York, Cambridge University press, 2001
- Spiess, Jeanne, Olivier Etard, Bernard Mazoyer, Nathalie Tzourio-Mazoyer et Olivier Houdé, "The Skin-Conductance Component of Error Correction in a Logical Reasoning Task", *Current Psychology Letter*, 23, Vol. 3, 2007
- Steinberger, Peter, *The Concept of Political Judgement*, Chicago, Chicago UP, 1993, 310 p.
- Steinbruner, J.D., *The Cybernetic Theory of Decision*, Princeton: Princeton University Press, 1974
- Stoop, Ineke A. L. "Surveying Nonrespondents." *Field Methods* 16, no. 1 (2004): 23-54
- Sugiyama, Meiko. "Responses and Non-Responses." In *La Qualité De L'information Dans Les Enquêtes*, édité par Ludovic Lebart, 227-39. Paris: Dunod, 1992

- Sturgis P, Allum N, Smith P, Woods A. 2005. "The Measurement of Factual Knowledge in Surveys", ECPR, general Conference Budapest, 3 août 2006
- Taber, Charles S., and Milton Lodge, Jill Glathar, « The Motivated Construction of Political Judgments », p. in James Kuklinski, ed., *Citizens and Politics: Perspectives from Political Psychology*, New York, Cambridge University press, 2001.
- Tiberghien, Guy, *La mémoire oubliée*, Liège, Mardaga, 1997, 206 p.
- Tiberj, Vincent, "Compétence et repérage politique en France et aux Etats-Unis : L' 'électeur raisonnant' », *Revue Française de Science Politique*, 54, 2, avril 2004, p. 261-287
- Udehn, Lars, *The Limits of Public Choice: A Sociological Critique of the Economic Theory of Politics*. London, Routledge, 1996
- Van Schuur, Wijbrandt, & Jan C.P.M. Vis, "Measurement of political knowledge of Dutch voters about Europe and the European Union, *ECPR General Conference* Budapest, September 2005, 20 p.
- Vernet-Maury, Evelyne and Robin, Olivier, "The autonomic nervous system and olfaction", in Appenzeller, Otto, (ed.), *Handbook of Clinical Neurology: The Autonomic Nervous System*, Part I, Normal Functions, Amsterdam, Elsevier, 1999, 74, 30, p. 363-385
- Vernet-Maury, Evelyne, Robin, Olivier, Caterini, Richard, Delhomme, Georges, Dittmar, André, Economides, Spyros, "Skin potential polarity, predictor index of emotional load", *Homeostasis*, 1996, 37, p. 145-154
- Vernet-Maury, Evelyne, Robin, Olivier, Dittmar, André, "The Ohmic Perturbation Duration: an original temporal index to quantify electrodermal response", *Behav. Brain Res.*, 1995, 67, p. 103-107
- Vernet-Maury, Evelyne, Deschaumes-Molinario, Corinne, Delhomme, Georges, Dittmar, André, "The relation between bioelectrical and thermovascular skin parameters", *Innov. Tech. Biol. Med.*, 1991, 12, 112-120
- Wach, Sophie and Béatrice Hammer, *La structure des valeurs est-elle universelle? Genèse et validation du modèle compréhensif de Schwartz*, Paris, L'Harmattan, 2003, 193 p.
- Walzer, Michael, *On Toleration*. New Haven, Yale University Press, 1997, 126 p.
- Wylie, Lawrence. *Village du Vaucluse/Village in the Vaucluse*
- Wyer Robert S. Jr. & Thomas K. Srull, eds., *Handbook of Social Cognition. Volume 1: Basic processes*. Hillsdale, Lawrence Erlbaum Associate Publishers, 1994
- Wyer Robert S. Jr. & Thomas K. Srull, eds., *Handbook of Social Cognition. Volume 2, Applications*. Hillsdale, Lawrence Erlbaum Associate Publishers, 2001
- Wyer Robert S. Jr. & Donal E. Carlston, "The Cognitive Representation of Persons and Events", 41-98 in Wyer Robert S. Jr. & Thomas K. Srull, eds., *Handbook of Social Cognition. Volume 1: Basic processes*. Hillsdale, Lawrence Erlbaum Associate Publishers, 1994
- Zaller, John R. "A Simple Theory of the Survey Response: Answering Questions Versus Revealing Preferences." *American Journal of Political Science* 36, no. 3 (1992): 579-616
- Zaller, John R. *The Nature and Origins of Mass Opinion*. Cambridge: Cambridge University Press, 1996
- Zarifian P. 2001. *Le modèle de la compétence*. Rueil-Malmaison : Éd. Liaisons. 114 p.
- Zipp, John F., and Joann Toth. "She Said, He Said, They Said: The Impact of Spousal Presence in Survey Research." *Public Opinion Quarterly* 66, no. 2 (2002): 177-208

